

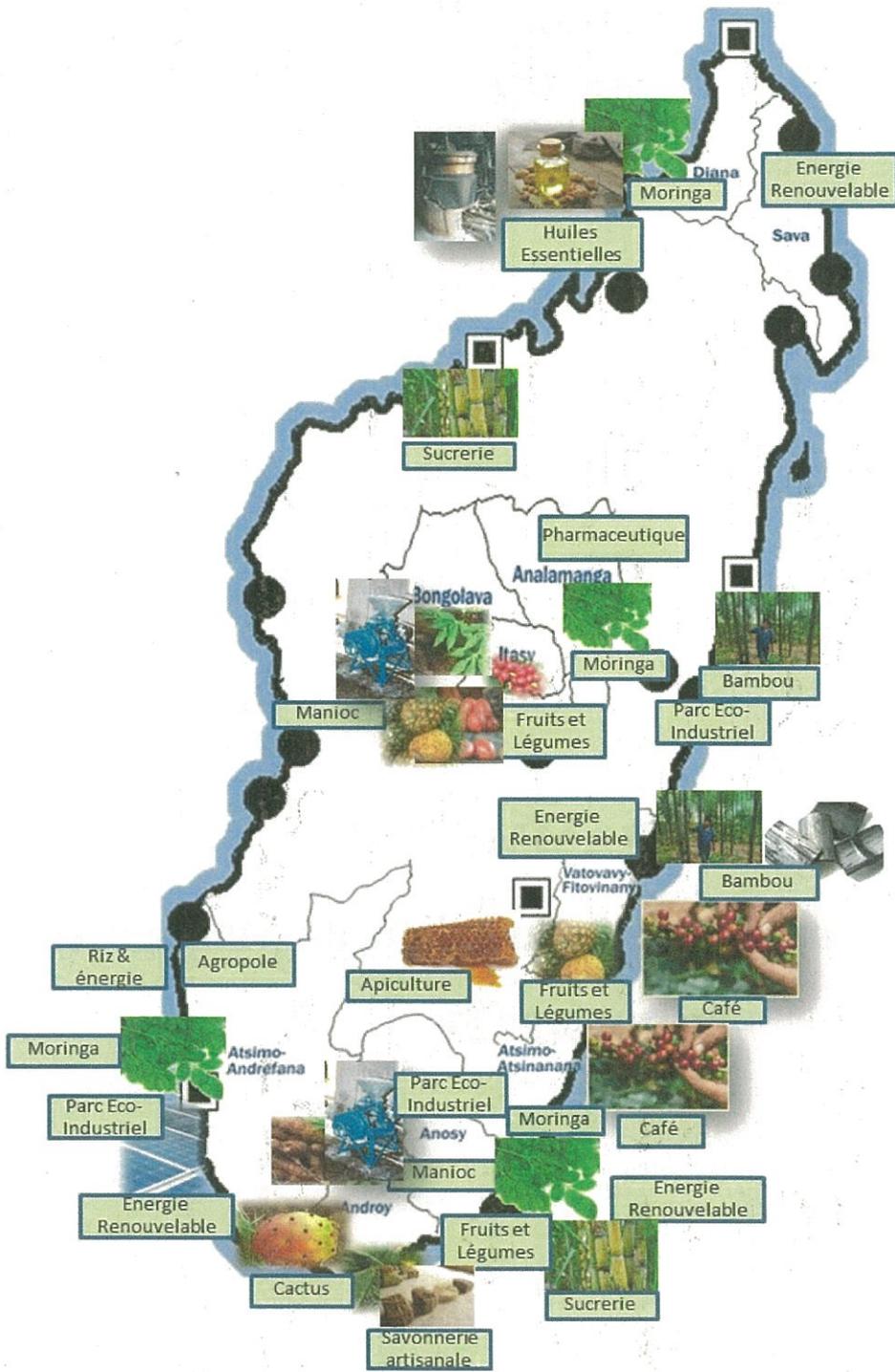


ORGANISATION DES NATIONS UNIES  
POUR LE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL

## **PROGRAMME PAYS**

**Appui à l'Émergence Industrielle de Madagascar**

**2019-2023**



# PROGRAMME PAYS POUR UNE INDUSTRIALISATION INCLUSIVE ET DURABLE

## APPUI A L'EMERGENCE INDUSTRIELLE DE MADAGASCAR

2019-2023

Ce Programme Pays a été élaboré pour renforcer le soutien de l'ONUDI au Gouvernement de Madagascar dans la mise en œuvre de sa feuille de route pour une industrialisation inclusive et durable, telle que mentionnée dans la Déclaration de Lima qui a été adoptée le 2 Décembre 2013 lors de la 15<sup>e</sup> Session de la Conférence Générale de l'Organisation.

Pour y parvenir, l'ONUDI a aligné les priorités pour Madagascar à celles de la Politique Générale de l'État et du Plan National de Développement du Pays, notamment le Plan Émergence Madagascar, en capitalisant sur les projets et coopérations passés, comme le Projet TSARA dans le domaine de l'industrie créative, le Projet de mini-sucrierie dans l'agrobusiness ou encore le Projet de promotion de l'hydroélectricité pour des fins productives dans le domaine de l'Énergie renouvelable.

Comme l'industrialisation est une entreprise de longue haleine impliquant plusieurs parties prenantes, des efforts seront fournis pour renforcer les synergies et minimiser les duplications en collaborant aussi bien avec les divers partenaires au développement qu'avec les acteurs étatiques et non-étatiques, incluant le Secteur Privé.

En tant que document cadre qui a été établi sur la base des priorités nationales, ce Programme Pays sera un outil pour guider les interventions de l'ONUDI à Madagascar pour les années à venir.

Pour Le Gouvernement de Madagascar	Pour L'ONUDI
Nom et Titre: Madame Solo Andry Lantoso Rakotomalala Ministre de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat de Madagascar	Nom et Titre: Monsieur LI Yong Directeur Général Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel (ONUDI)
Signature: 	Signature: 
Date: <u>November 3<sup>rd</sup>, 2019</u>	Date: <u>03 novembre 2019</u>
Lieu: <u>Abu Dhabi</u>	Lieu: <u>Abu Dhabi</u>

## Table des matières

LISTE DES ABREVIATIONS .....	6
RÉSUMÉ EXÉCUTIF .....	8
I. ANALYSE DE LA SITUATION DU PAYS .....	10
I.1. CONTEXTE NATIONAL.....	10
I.2. LES DÉFIS À RELEVER.....	13
II. DOCUMENTS STRATEGIQUES ET POLITIQUES DE DEVELOPPEMENT DE MADAGASCAR .....	15
II.1 CADRE DE COOPERATION DES NATIONS-UNIES A MADAGASCAR (UNDAF).....	15
II.2 POLITIQUE GENERALE DE L'ETAT ET PLAN EMERGENCE DE MADAGASCAR.....	15
III. COOPERATIONS PASSEES ET LEÇONS APPRISSES .....	16
III.1 COOPERATION PASSEE AVEC L'ONUDI A MADAGASCAR.....	16
III.2 COOPERATION EN COURS .....	16
III.3 LEÇONS APPRISSES .....	17
IV. COMPOSANTES DU PROGRAMME PAYS .....	19
IV.1 COMPOSANTE 1 : DEVELOPPEMENT DE L'AGRO-INDUSTRIE, DES CHAÎNES DE VALEUR ET DE L'ENTREPRENARIAT DANS LES FILIERES EMERGENTES .....	19
IV.2- COMPOSANTE 2 : DEVELOPPEMENT DE L'ENERGIE RENOUVELABLE A DES FINS PRODUCTIVES, EFFICACITE ENERGETIQUE ET PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT ..	21
IV.3 COMPOSANTE 3 : DEVELOPPEMENT DE ZONES D'EMERGENCE INDUSTRIELLE (ZEI) ET APPUI À L'INDUSTRIALISATION REGIONALE .....	22
IV.4. COMPOSANTE 4 : DEVELOPPEMENT DES CAPACITES INSTITUTIONNELLES, DE L'INNOVATION ET DE LA COMPETITIVITE.....	23
IV.5. LA DIMENSION GENRE : .....	24
V. GESTION, SUIVI ET ÉVALUATION DU PROGRAMME PAYS.....	26
V.1. MISE EN ŒUVRE.....	26
V.2 COORDINATION .....	27
V.3. MECANISME DE SUIVI ET EVALUATION .....	28
V.4. RISQUES ET MESURES D'ATTENUATION.....	30
IV.5. CONTEXTE LEGAL.....	30
VI. BUDGET ESTIMATIF, STRATÉGIE DE MOBILISATION DE FONDS ET PARTENAIRES AU DÉVELOPPEMENT .....	32
VI.1. ESTIMATION DU BUDGET .....	32
VI.2 STRATEGIE DE MOBILISATION DE FONDS .....	32
VII. ANNEXES .....	34
Annexe 1 : ALIGNEMENT DU PROGRAMME PAYS A LA STRATEGIE NATIONALE ET A L'UNDAF .....	34
Annexe 2 : LOGIQUE D'INTERVENTION ET MATRICE DES RESULTATS DU PROGRAMME PAYS ONUDI.....	35
Annexe 3 : STRUCTURATION TERRITORIALE DE L'ÉMERGENCE DE MADAGASCAR .....	41

Annexe 4 : DETAILS DES PROJETS PRIORITAIRES A METTRE EN ŒUVRE DANS LE CADRE DU PROGRAMME PAYS .....	42
P.1.1- Amélioration de la compétitivité, de la durabilité et de l'inclusivité de la chaîne de valeur café (Atsimo Atsinanana, V7V, Itasy): .....	42
P.1.2- Développement de la chaîne de valeur manioc dans les Régions Ihorombe, Androy, Atsimo Andrefana et Anosy, (Grand Sud) : .....	43
P.1.3- Développement de la chaîne de valeur Cactus dans les Régions Ihorombe, Anosy, Androy et Atsimo Andrefana (Grand Sud) : .....	44
P1.4 Projet de développement de la chaîne de valeur Moringa dans les communautés rurales au niveau des Régions Diana, Analamanga et Atsimo Andrefana.....	46
P.1.5 Développement de rizeries modernes avec cogénération d'énergie pour une filière rizicole durable dans la Région Atsimo Andrefana.....	47
P.1.6 Appui à l'amélioration de la compétitivité de la filière apicole dans les régions d'Amoron'i Mania, Haute Matsiatra et Atsimo Atsinanana.....	48
P.2.1 Mise à l'échelle des projets d'électrification rurale issus d'énergies renouvelables par mini-réseaux à des fins productives .....	50
P.2.2 Accès à l'électricité par l'approche énergie durable pour les projets de développement des Zones d'Investissement Industriel (ZII) .....	51
P.2.3 Auto production d'Électricité issue d'énergies renouvelables et production / transformation agricole à des fins énergétiques.....	52
P.2.4 Promotion d'alternatives énergétiques au bois de chauffe à des fins de cuisson .....	53
P.2.5 Soutien au développement de l'assemblage à grande échelle de matériels photovoltaïques à Madagascar.....	53
P2.6- Promotion d'alternatives énergétiques et restauration des paysages dégradés par le développement intégré de la chaîne de valeur de bambou .....	53
P2.7- Promotion de l'innovation et déploiement de technologie axée sur l'adaptation climatique le long de la chaîne de valeur des huiles essentielles de Madagascar .....	54
P2.8- Promotion de l'économie circulaire dans le secteur du Textile et Habillement à travers une gestion durable des déchets et des produits chimiques .....	55
P3.1- Appui à la conception, développement et opérationnalisation de zones de transformation agricole ou Agropole dans la Région Atsimo Andrefana.....	56
P4.1- Appui au développement institutionnel .....	57
P4.2- Projet d'Appui au Ministère de l'Industrie pour promouvoir l'innovation et moderniser ses infrastructures d'innovation .....	58
P4.3- Appui à la mise en place de l'Observatoire de l'industrie et de la compétitivité.....	59
Annexe 5 LISTE DES BAILLEURS POTENTIELS IDENTIFIÉS .....	60

## LISTE DES ABREVIATIONS

BAD	Banque Africaine de Développement
BADEA	Banque Arabe pour le Développement
BCR	Bureau du Coordinateur Résident des Nations Unies
BM	Banque Mondiale
CP	Comité de Pilotage
CTS	Comité Technique de Suivi
DEFIS	Développement de Filières agricoles Inclusives
EDBM	Economic Development Board of Madagascar
FIDA	Fonds International pour le Développement Agricole
FNDI	Fonds National pour le Développement Industriel
GCIP	Global CleanTech and Innovation Program
GEF	Global Environment Facility (Fond Mondial pour l'Environnement)
GoM	Gouvernement de Madagascar
IDH	Indice de Développement Humain
IEM	Initiative pour l'Émergence de Madagascar
IMI	Institut Malgache de l'Innovation
INSTAT	Institut National de la STATistique
ISID	Inclusive and Sustainable Industrial Development/ Développement Industriel Inclusif et Durable
ITPO/ONUDI	Investment and Technology Promotion Office de l'ONUDI
JIRAMA	Jiro sy Rano Malagasy (Compagnie nationale de l'Électricité et de l'Eau)
LDIM	Loi pour le Développement de l'Industrie de Madagascar
MAEP	Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche
MATHTP	Ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Habitat et des Travaux Publics
MEDD	Ministère de l'Environnement et du Développement Durable
MEFB	Ministère de l'Économie, des Finances et du Budget
MEEH	Ministère de l'Eau, de l'Énergie et des Hydrocarbures
MENFP	Ministère de l'Éducation Nationale et de la Formation Professionnelle
MESUPRES	Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique
MICA	Ministère de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat
OIF	Organisation Internationale de la Francophonie
PANA	Plan d'Action National d'Adaptation
PEM	Plan Émergence Madagascar
PGE	Politique Générale de l'État
PEI	Parc Eco-Industriel
POPs	Polluants Organiques Persistants
PP	Programme Pays
PCP	Programme for Country Partnership
RECP	Resource Efficient and Cleaner Production
SIM	Syndicat des Industries de Madagascar
UCR	UNIDO Country Representative (Représentant Pays de l'ONUDI)
U.E	Union Européenne
UNCT	United Nations Country Team (Equipe Pays des Nations Unies)
UNDAF	United Nations Development Assistance Framework
UNSDCF	United Nations Sustainable Development Cooperation Framework
VAM	Valeur Ajoutée Manufacturière
ZII/ZEI/ZTA	Zones d'Investissements Industriels/Zone d'Émergence Industrielle/ Zone de Transformation Agricole

## **LISTE DES TABLEAUX**

Tableau 1 Quelques chiffres clé sur Madagascar .....	10
Tableau 2 Plan de travail indicatif pour la coordination et le suivi du Programme Pays.....	29
Tableau 3 Risques perçus et mesures d'atténuation proposées.....	30
Tableau 4 Budget estimatif (Indicative Planning Figures) en USD .....	32
Tableau 5 Alignement du Programme Pays à la stratégie nationale et à l'UNDAF .....	34
Tableau 6 Logique d'intervention et matrice de résultats du Programme Pays.....	35
Tableau 7 Liste des Bailleurs potentiels identifiés.....	60

## **LISTE DES FIGURES**

Figure 1 Graphique : Évolution de la structure du PIB et de la contribution de l'industrie.....	11
Figure 2 Le concept IDEA de l'ONUDI.....	20
Figure 3 Carte des potentiels en énergies renouvelables à Madagascar .....	21
Figure 4 Structuration territoriale et Pôles d'émergence de Madagascar .....	41

## RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Madagascar est un pays en situation post-crise encore fragile, marquée par un taux élevé de pauvreté, une malnutrition aiguë et des inégalités persistantes. En 2018, l'Île a légèrement amélioré son indice de développement humain de 0,512 à 0,519 et fait donc partie des 48 Pays les Moins Avancés. Avec une population de 25.6 millions d'habitants dont 51% sont de sexe féminin, 76.2% vivent en dessous de 1.9\$ par jour et le PIB par tête est de \$460. L'incidence de la pauvreté est plus marquée chez les ménages gérés par des femmes (1/5 du total). Près de 80% des Malagasy vivent en milieu rural où le taux de pauvreté est deux fois supérieur à celui en milieu urbain. En plus, l'Île fait partie des pays les plus exposés aux aléas climatiques et aux chocs externes (épidémies).

Les crises politiques répétitives ont freiné le développement du pays. Toutefois, Madagascar a retrouvé le chemin de la croissance, bien que timidement. En effet, selon la Banque Mondiale, le taux de croissance du PIB est passé de 2,3 % en 2013 à 5 % en 2018. Cette croissance a été stimulée par le secteur privé malagasy principalement, incluant les entreprises opérant dans la construction les finances, les exportations (mines, textiles), le tourisme et l'agribusiness.

Suite à l'élection présidentielle et à l'avènement d'un nouveau Gouvernement en Janvier 2019, la Politique Générale de l'État (PGE) et le Plan Émergence Madagascar (PEM) qui en découle ont décrit les priorités de Madagascar pour rattraper ses retards de développement. Le Gouvernement souhaite alors avancer dans l'industrialisation pour créer des emplois et induire une croissance économique soutenue. En effet, Madagascar a misé sur l'industrie comme moteur d'émergence pour transformer la structure de son économie. Avec l'adoption de la Loi pour le Développement de l'Industrie à Madagascar, le Gouvernement s'engage à augmenter la contribution au PIB national de ce secteur jusqu'à 25 % d'ici 2025.

Par une requête officielle en date du 02 Mars 2018, le Gouvernement a sollicité l'appui de l'Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel (ONUDI) pour la mise en œuvre de sa politique industrielle, notamment à travers l'élaboration d'un Programme Pays qui couvrira la période 2019-2023.

Il s'agit du tout premier Programme Pays pour Madagascar et en cohérence avec les différentes politiques et orientations de l'État Malagasy, il représente un outil de coopération pleinement aligné aux priorités du Gouvernement, notamment en termes d'industrialisation, de diversification, de transformation des ressources naturelles, de compétitivité et d'innovation technologique pour créer de la richesse, des emplois et du savoir-faire.

Le Programme Pays constitue aussi une contribution effective à la mise en œuvre du document-cadre de coopération entre Madagascar et le Système des Nations Unies (UNDAF), notamment en œuvrant pour son Effet 1. Il contribue à « *créer des revenus et des emplois, améliorer la résilience, et stimuler la croissance inclusive et équitable* ». Des programmes conjoints avec les autres agences onusiennes sont ainsi prévus. L'ONUDI contribuera à la réalisation de la vision nationale en matière d'égalité et d'équité de genre, ceci, notamment à travers le renforcement des capacités, la création d'emplois et le développement de l'entrepreneuriat. En mettant l'accent sur lien entre l'égalité de genre, l'économie circulaire et l'économie verte dans les activités de transformation, ce Programme Pays contribuera fortement à une industrialisation inclusive et durable, la 3<sup>e</sup> Décennie de l'Industrialisation de l'Afrique (IDDAlII) et à la mise en œuvre des ODD 1, 5, 8, 9 et 12.

Une mise à l'échelle de ce Programme Pays en « Program for Country Partnership - PCP » est envisagée et sera décidée à l'issue de son évaluation. De ce fait, le document a intégré les principales caractéristiques d'un PCP pour anticiper et faciliter cette migration.

Avec un budget estimatif total de USD 33.640.000, le Programme Pays s'articule autour des quatre (4) composantes suivantes :

- **Composante 1** : Développement de l'agro-industrie, des chaînes de valeur et de l'entrepreneuriat dans les filières émergentes,
- **Composante 2** : Développement de l'énergie renouvelable à des fins productives, efficacité énergétique et protection de l'environnement pour une industrialisation durable,
- **Composante 3** : Développement de Zones d'Émergence Industrielle (ZEI) et appui à l'industrialisation régionale,
- **Composante 4** : Développement des capacités institutionnelles, de l'innovation et de la compétitivité.

La mise en œuvre du Programme Pays privilégiera l'approche holistique et inclusive et cherchera à promouvoir le partenariat entre les différents acteurs, notamment le Gouvernement et les institutions de l'État, le secteur privé, la société civile, les autres acteurs non étatiques et les Partenaires Techniques et Financiers clés. En cohérence avec le Plan d'Action d'Addis Abeba sur le financement du développement, ce Programme Pays encourage particulièrement le partenariat avec le secteur privé, en stimulant sa contribution accrue et son implication effective.

# I. ANALYSE DE LA SITUATION DU PAYS

## I.1. CONTEXTE NATIONAL

**Madagascar est un pays en situation post-crise encore fragile**, marquée par un taux élevé de pauvreté, une malnutrition aiguë et des inégalités persistantes. En 2018, il fait partie des 48 Pays les Moins Avancés avec un indice de développement humain de 0,519 (en légère amélioration par rapport aux années précédentes). Avec une population de 25.6 millions d'habitants dont 51% sont de sexe féminin, 76.2% vivent en dessous de 1.9\$ par jour et le PIB par tête est de \$460. L'incidence de la pauvreté est plus marquée chez les ménages gérés par des femmes (1/5 du total). Près de 80% des Malagasy vivent en milieu rural où le taux de pauvreté est deux fois supérieur à celui en milieu urbain. En plus, l'Île fait partie des pays les plus exposés aux aléas climatiques et aux chocs externes (épidémies). L'extrême pauvreté est également plus prononcée dans le Sud de la Grande Ile (Androy, Anosy, Atsimo Andrefana).

**Et pourtant, Madagascar est dotée de ressources naturelles en abondance** et a toujours été considérée comme le « grenier alimentaire » de l'Océan Indien et des régions environnantes. Avec une superficie totale de 587.000 km<sup>2</sup> et plus de 35million km<sup>2</sup> de terres cultivables, ses zones forestières et son accès à la mer (5.600km de côtes et 1,140 million km de zones économiques exclusives), l'Île dispose d'avantages énormes pour le développement de son Agriculture. Son unique biodiversité, reconnue au niveau planétaire, et sa richesse culturelle sont des atouts majeurs pour le développement du tourisme. La main d'œuvre est relativement instruite et le secteur privé, certes de taille moindre mais raisonnablement diversifié et dynamique, pourrait bien prospérer.

**L'économie de Madagascar a stagné**, non seulement à cause de crises politiques récurrentes, mais aussi à cause de l'inertie même du système. La structure du PIB n'a pas changé depuis l'indépendance en 1960. Elle est constituée à 25% par le secteur primaire (qui utilise pourtant 75% de la population active), 15% maximum par le secteur secondaire et 60% par le secteur tertiaire.

**Depuis quelques années, le pays est de nouveau sur une tendance croissante**, bien que timidement, et une relance économique plus intensive est attendue dans les années à venir. Selon la Banque Mondiale, le taux de croissance du PIB est passé de 2.3% à 5% entre 2013 et 2018. Cette croissance a été surtout tirée par les industries et entreprises du secteur privé, notamment celles opérant dans la construction (+6.4%), les finances (+14%), le tourisme (6.7%) et l'exportation de biens et des services dans les mines (+11%) et dans le textile (+5%).

**Un secteur secondaire relativement stagnant mais en reprise depuis 2015.** La figure ci-dessous montre une contribution relativement stable du secteur secondaire dans le PIB du pays. Les branches les plus dynamiques qui tirent la croissance du secteur secondaire depuis la reprise en

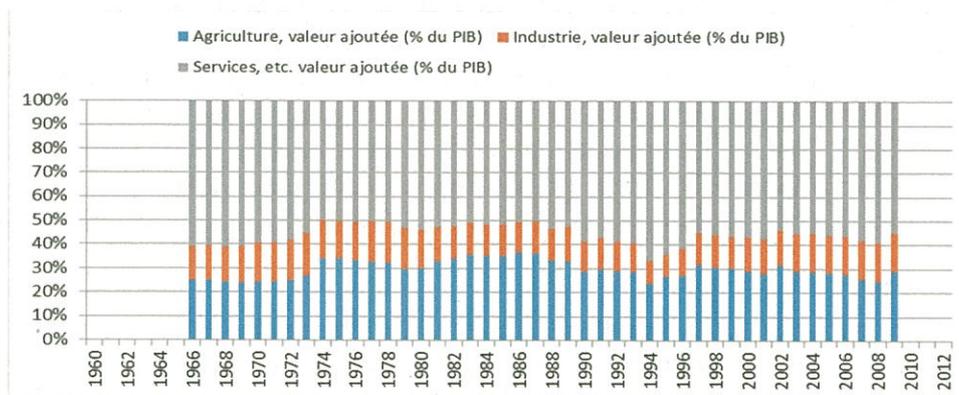
Tableau 1 Quelques chiffres clé sur Madagascar

Population (2017)	25.5 Millions (51% de femmes et 49% d'hommes)	
Superficie	587 000 km <sup>2</sup>	
Taux de croissance démographique	2.8%	
Groupe de revenus	Pays Moins Avancés	
Indice de Développement Humain 2018	0.519 soit 161 <sup>ème</sup> sur 189 pays	
Taux de chômage 2018 (Global Gender Gap)	Hommes 9.7% et Femmes 14.9%	
Taux d'activité par sexe et par âge	Age (ans)	Hommes Femmes
	05 - 09	12,2 6,4
	10 - 17	43,33 37,6
	18 - 29	89,3 84,9
	30 - 49	98,4 94,0
	50 et plus	88,7 77,0
	Ensemble	65,4 61,2
Taux de croissance économique 2018	5.2%	
PIB par habitant 2018	460 US\$	
Type de l'économie et structure du PIB en 2017	Économie agraire Primaire : 26.4%, Secondaire/ 14.8% et Tertiaire 58.8%	
Taux d'inflation 2017 (Loi des Finances)	7,1%	
Ressources naturelles principales	Pétrole, nickel, cobalt, terres rares, ilménite, zircon, uranium, graphite pur, chromite, bois, produits halieutiques (poissons et crustacés), gaz	
Production majeure	Riz, manioc, maïs, vanille, girofle, café, cacao, bœuf, textile et confection, pierres précieuses et semi-précieuses	
Exportations 2017(source INSTAT)	2 235 milliards Ar FOB dominés par girofle, litchi, vanille, fèves de cacao, café vert et huiles essentielles, textiles et les produits miniers.	
Importations 2017(source INSTAT)	3 858 milliards Ar CAF	
Principaux partenaires commerciaux	France, USA, Chine, Allemagne, Canada, Inde, Japon, Corée du Sud, Afrique du Sud, Italie, Royaume-Uni, Espagne	
Partenaires majeurs d'investissement	Canada, Japon, Corée du Sud, France, Chine, Maurice, Italie, Suisse, Réunion, Luxembourg, Royaume-Uni	
Investissements Direct Étrangers (2016)	450 millions USD (CNUCED)	
Indicateur Doing Business 2019	161 <sup>ème</sup> rang sur 190 pays	

Sources : Ministère de l'Économie et de la Planification/INSTAT/CNUCED

2015 sont notamment la Zone franche industrielle (+9,4%) ; l'agro-industrie (+6,4%) ; l'industrie du bois (+6,4%) et l'industrie métallique (+6,4%), la construction (+18,6%) et les industries extractives (+5,0%).

Figure 1 Graphique : Évolution de la structure du PIB et de la contribution de l'industrie



Source: Banque mondiale

**En 2018, selon la BAD<sup>1</sup>, le secteur industriel, a connu une croissance de l'ordre de 6,7 %, tirée principalement par les textiles, les activités de la zone franche d'exportation et la production d'huiles essentielles. Cette croissance demeure tributaire des accords majeurs comme l'AGOA, ou de la volatilité des cours mondiaux de matières premières. Par ailleurs, cette performance est impactée par le coût et l'accès à l'énergie ainsi que par des infrastructures inadéquates à la fois en termes de couverture, de qualité et d'accès. Comparé aux autres pays d'Afrique, Madagascar, se retrouve au 46<sup>e</sup> rang sur 52 pays par rapport à l'Indice synthétique de Développement des Infrastructures de la BAD en 2018. En termes d'indice de compétitivité, le pays est à 3.40/100 dans le Rapport Mondial de Compétitivité de 2018 et occupe le 133<sup>e</sup> rang (sur 137) pour la rubrique 'infrastructure'<sup>2</sup>.**

**Le secteur agricole a de fortes potentialités mais insuffisamment développées.** Madagascar est un pays à vocation principalement agricole. En 2018, selon la BAD<sup>3</sup>, le secteur a connu une croissance de 4,5 % en 2018 (contre 6,6 % en 2017). Malgré ses potentialités élevées et utilisant plus de 80% de la population, l'agriculture malgache est restée essentiellement au stade de subsistance. L'amélioration de la productivité, le volume de production, la disponibilité et l'utilisation d'intrants agricoles, l'insuffisance de l'entretien des infrastructures hydro-agricoles, la persistance des problèmes fonciers et les aléas climatiques sont autant de défis à relever. Actuellement, ils constituent la priorité du MAEP pour relancer et transformer l'agriculture, asseoir le socle de l'agribusiness, attirer des investissements, atteindre l'autosuffisance et aussi faire de Madagascar le grenier de l'Océan Indien.<sup>4</sup>

**Le secteur énergétique, à fort potentiel, mais un faible taux d'accès à l'électricité.** Madagascar dispose d'un potentiel énergétique énorme. Le potentiel hydraulique est estimé à 7800 MW, le potentiel solaire est considéré parmi les plus élevés au monde, avec une énergie incidente de 2000 kWh/m<sup>2</sup>/an et plus de 2800 heures d'ensoleillement annuel ; le potentiel éolien est non négligeable avec des vitesses de vent compris entre 6.5 m/s et 9m/s dans les régions Nord et Sud et le long de la côte Est du pays. En outre, le pays est aussi doté de ressources en hydrocarbure, gaz naturel et charbon qui restent encore à exploiter. Pourtant, le taux d'accès à l'électricité n'est que de 15,2%

<sup>1</sup> <https://www.afdb.org/fr/countries/southern-africa/madagascar/madagascar-economic-outlook/>

<sup>2</sup> 2018 Global Competitvity Report, World Economoc Forum

<sup>3</sup> <https://www.afdb.org/fr/countries/southern-africa/madagascar/madagascar-economic-outlook/>

<sup>4</sup>Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche (MAEP) - Rapport d'activités 2018 et contrat programme 2019

(l'un des plus bas au monde)<sup>5</sup>. Par ailleurs, la fourniture d'énergie à un coût abordable est parmi les problèmes majeurs du secteur industriel<sup>6</sup> et un réel frein à l'industrialisation.

**Avec une économie de plus en plus ouverte et des échanges extérieurs en forte augmentation**, le ratio commerce extérieur/PIB est estimé à 80% entre 2007/2008 puis à 75% en 2017. Madagascar devance ainsi le reste de l'Afrique sub-saharienne dont le niveau le plus élevé du ratio a été de 67% en 2008. L'exportation, qui a été l'un des principaux moteurs de la récente reprise économique, a augmenté telle que sa contribution dans le PIB s'est accru de 15.5% en 2015 à 21.3% en 2017. Toutefois, le manque de fiabilité et de qualité des approvisionnements en matières premières, une standardisation insuffisante des produits exportés, la qualité et la disponibilité des infrastructures qui rendent les transactions commerciales coûteuses, les difficultés d'accès au crédit, des services d'appui et d'information limités, les coûts et les délais dans l'acheminement des marchandises notamment par voie portuaire nuisent ainsi à la compétitivité du secteur privé (AFD 2016)<sup>7</sup>.

**Un climat des affaires qui s'améliore.** Grâce à différentes réformes entamées ces dernières années<sup>8</sup>, l'environnement des affaires commence à s'améliorer à Madagascar. Une amélioration soutenue dans le classement Doing Business a été observée au cours des 5 dernières années. En 2019, Madagascar est placé au 161<sup>ème</sup> rang sur 190 pays contre 162<sup>ème</sup> en 2018 et 167<sup>ème</sup> en 2017. Cette amélioration provient surtout des réformes effectuées dans la création d'entreprises.

**L'économie bleue insuffisamment exploitée et de manière non durable.** Madagascar possède une grande diversité de ressources halieutiques. Les pêches océaniques et l'aquaculture représentent 7% du PIB (environ 213 millions de dollars par an). Ce secteur emploie directement 300 000 personnes et touchent environ 500 000 personnes<sup>9</sup>. Les défis à relever consistent à assurer la durabilité des bénéfices économiques issues des ressources halieutiques, générer des revenus, assurer un niveau de sécurité alimentaire et nutritionnelle des petits pêcheurs et pisciculteurs, et fournir aux marchés intérieurs et extérieurs une gamme diversifiée de produits compétitifs.

**Inégalité et situation du genre encore mitigées.** Selon le rapport 2018 de « Global Gender Gap », Madagascar se retrouve avec un score de 0.691 et un rang de 84/149 pays<sup>10</sup>. Le pays s'efforce de promouvoir l'égalité entre les hommes et les femmes et a fait des progrès en la matière, bien que des disparités subsistent particulièrement dans l'autonomisation et dans la représentation dans les sphères de décisions politiques. Alors que les femmes représentent environ 51% de la population malagasy, elles semblent conscrées dans une culture exclusive qui placerait l'homme comme l'autorité sur laquelle la société devrait s'appuyer. Les inégalités demeurent surtout au niveau de l'accès à l'enseignement universitaire, la formation technique et professionnelle. Ainsi, les femmes ne représentent respectivement que 45% et 25% des inscrits, contre 55% et 75% pour les hommes. Alors que 22% des ménages sont dirigés par les femmes, elles n'ont pas un égal accès à la terre et au crédit, en raison notamment des pesanteurs culturelles, ainsi qu'aux opportunités d'emplois. Selon toujours le même rapport 2018<sup>11</sup>, 85% des femmes malgaches sont actives économiquement, par rapport à 90% des hommes. L'offre de travail féminin est surtout importante dans le secteur informel hors agriculture avec notamment 21 % des emplois féminins contre 14% des emplois masculins. Les revenus estimatifs perçus par les femmes sont inférieurs à ceux par les hommes (1,241 vs. 1,871 PPP, US\$) De même, dans le domaine social, en 2018, 40% des filles

<sup>5</sup>Ministère de l'Énergie et des Hydrocarbures, 2016

<sup>6</sup>Alliance pour l'Industrialisation Durable – Baromètre de l'industrialisation - 2018

<sup>7</sup>Étude de pré-faisabilité pour la mise en place d'un dispositif de promotion des exportations à Madagascar ; AFD, Juin 2016

<sup>8</sup> Entre autres les Lois sur les investissements (N°2007-036), les Zones économiques spéciales (ZES- N°2017-023), le PPP, la société commerciale et la mise en place de l'Autorité Nationale en charge des Mesures Commerciales Correctives (ANMCC).

<sup>9</sup> Rapport de Mission MAPS, SNU Madagascar, 2018

<sup>10</sup> Global Gender Gap, World Economic Forum, 2018

<sup>11</sup> Global Gender Gap, World Economic Forum, 2018

sont mariées avant l'âge de 18 ans. Aussi, 38% des filles et des femmes ont été victimes de violence sexuelle et/ou physique<sup>12</sup>.

## I.2. LES DÉFIS À RELEVER

De manière générale, l'instabilité politique demeure toujours le plus grand risque pour les perspectives économiques. Mais Madagascar envisage une transformation structurelle de son économie par l'industrialisation. Pour ce faire, il devrait relever les défis **majeurs** ci-après :

- **Une agro-industrie très peu développée et la faible intégration des chaînes de valeur.** À cause du manque d'infrastructures et d'activités de transformation, Madagascar importe encore ses principaux biens de consommation et exporte en même temps ses matières premières. Bien que plus 2/3 de la population dépendent de l'agriculture à des fins de revenus, d'emplois et d'alimentation, l'insuffisance des structurations des activités et des acteurs le long des chaînes de valeur limite la création de valeurs ajoutées, de richesses, d'emplois et d'opportunités économiques notamment dans les régions où se trouvent les productions. De même, les liens entre les différents secteurs sont tout aussi faibles (exemple : entre agro-industrie, pharmaceutique et autres services).
- **La faible compétitivité de l'industrie locale.** Les entreprises existantes n'arrivent pas à transformer les avantages comparatifs des régions en avantages compétitifs. Par ailleurs, la vétusté des systèmes de production et les lacunes au niveau de la qualité limitent le positionnement des industries aux standards internationaux. Or, dans le contexte d'une économie mondiale hyper-compétitive, l'amélioration de la compétitivité aussi bien au niveau de l'entreprise elle-même qu'au niveau national est incontournable pour redynamiser l'industrialisation et récupérer les parts de marché ravis par les compétiteurs étrangers.
- **L'énergie électrique au coût exorbitant et de qualité médiocre<sup>13</sup>:** En 2018, Madagascar est classé 185<sup>ème</sup> sur 190 pays en termes de taux d'accès à l'électricité. Fortement dépendant des fuels lourds et impacté par la performance de la JIRAMA, la situation actuelle du secteur énergétique rend l'industrie plus que vulnérable. Environ 66 % de la production globale est d'origine thermique. Pour une industrialisation durable, il est important de transiter vers des sources renouvelables dont le potentiel énorme est encore insuffisamment exploité (hydro-électricité, biomasse, éolien et solaire). De la même manière, les défis imposés par les aléas climatiques, de la pollution, de la déforestation et de la dégradation de l'environnement nécessitent des mesures environnementales appropriées pour une exploitation industrielle durable.
- **Une diversification insuffisante de l'économie et des branches d'activités industrielles :** Les produits exportés par Madagascar n'ont presque pas varié depuis 20 ans. Une industrialisation régionale est ainsi à promouvoir pour diversifier les activités, attirer plus d'investissements et créer ainsi plus d'emplois. L'absence de zones dédiées à des activités industrielles à moyenne et grande échelle ne permet pas de stimuler la transformation et l'ajout de valeur au niveau des zones de production.
- **Le faible accès à la technologie et à l'innovation :** Les machines et équipements utilisés dans le secteur agroindustriel sont souvent obsolètes et ne sont plus appropriés pour accommoder la transformation des produits locaux<sup>14</sup>. La quasi-inexistence de lien fonctionnel entre unités de production industrielle, universités et centres de recherche pénalise les industries en matière de progrès technologique et d'innovation. Ces centres de recherche appliquée étant d'ailleurs en nombre insuffisant et aux moyens matériels et financiers limités.
- **L'insuffisance des ressources humaines qualifiées et réduction des inégalités.** Le manque de ressources qualifiées dans presque toutes les branches industrielles est un facteur limitant, notamment dans les régions. De même, l'adoption d'une approche intégrée et transversale est aussi à considérer pour promouvoir l'entreprenariat rural et l'inclusion des groupes

<sup>12</sup> Enquête MICS 2018, UNICEF et INSTAT Madagascar

<sup>13</sup> WB Enterprise Survey 2014/2015

<sup>14</sup> Ibid

vulnérables dans les secteurs productifs afin de réduire la disparité et l'inégalité en termes d'accès aux opportunités économiques et aux emplois.

- ***L'amélioration des infrastructures de qualité et l'intégration régionale.*** Le déficit en infrastructures rend les coûts de transaction trop élevés, Madagascar a ainsi du mal à positionner ses produits et à les rendre plus compétitifs. Pour mieux s'intégrer au reste de l'Afrique, le pays devrait non seulement améliorer la logistique des principaux ports, aéroports et corridors mais aussi s'assurer de l'application de normes et standards internationaux et de la suppression des barrières non tarifaires pouvant stimuler les échanges avec les partenaires régionaux<sup>15</sup>.

---

<sup>15</sup> BAD, <https://www.afdb.org/fr/countries/southern-africa/madagascar/madagascar-economic-outlook/>

## II. DOCUMENTS STRATEGIQUES ET POLITIQUES DE DEVELOPPEMENT DE MADAGASCAR

L'ONUDI contribue à l'Agenda 2030 des Nations Unies et a été mandatée spécifiquement pour réaliser l'Objectif de Développement Durable N°9 (*Industrialisation, Innovation et Infrastructure*). À Madagascar, en 2018, le Gouvernement a identifié l'ODD9 parmi les cibles prioritaires de ses objectifs de développement, et ce, en vue d'« une transformation industrielle accélérée»<sup>16</sup>

### II.1 CADRE DE COOPERATION DES NATIONS-UNIES A MADAGASCAR (UNDAF)

L'UNDAF ou le Plan Cadre des Nations Unies pour l'Aide au Développement constitue le cadre stratégique de coopération entre le SNU et Madagascar. Signé par les deux parties en Juin 2014, l'UNDAF actuellement en vigueur couvre initialement la période 2015-2019. Une extension de cet UNDAF jusqu'à Décembre 2020 a été convenue pour permettre la préparation et la formulation d'un nouveau document cadre (UNSDCF)<sup>17</sup>.

L'UNDAF actuel présente trois effets majeurs attendus à l'issue de sa mise en œuvre :

- **Effet 1** : Un accès amélioré des populations vulnérables aux opportunités de revenus et d'emplois, des capacités de résilience accrues et une croissance inclusive et équitable ;
- **Effet 2** : Une gouvernance apaisée, protectrice des droits humains ;
- **Effet 3** : Un accès amélioré des populations à des services sociaux de base pérennes et de qualité.

L'ONUDI Madagascar contribue à l'Effet 1 de l'UNDAF 2015-2019/2020. Avec le Ministère de l'Économie, l'ONUDI co-préside le Groupe Effet 1 et coordonne ainsi une quinzaine d'agences onusiennes qui en sont membres.

À travers ce Programme Pays, l'ONUDI appuiera le développement des filières agro-alimentaires et l'entrepreneuriat pour créer des emplois décents et booster la croissance économique, notamment dans les régions et auprès des communautés vulnérables comme les femmes et les jeunes. Cette contribution de l'ONUDI se fera à travers une approche intégrée avec l'équipe Pays des Nations Unies, guidée par le concept «**Unis dans l'Action**» auquel Madagascar a officiellement adhéré en Avril 2015 « *afin de ne laisser personne pour compte* ».

**IMPORTANT** : Une évaluation finale de l'actuel UNDAF est en cours. Le Gouvernement et le SNU préparent de même la feuille de route pour la formulation d'un nouveau cadre de coopération pour 2021-2023, en réponse au Plan Émergence de Madagascar. Le présent Programme représentera la participation de l'ONUDI à ce nouveau document cadre et fera ainsi l'objet d'une mise à jour lors de la validation de ce dernier.

### II.2 POLITIQUE GENERALE DE L'ETAT ET PLAN EMERGENCE DE MADAGASCAR

Le Gouvernement issu de la récente élection présidentielle de Décembre 2018 a présenté devant le Parlement la Politique Générale de l'État (PGE). L'industrialisation figure parmi les piliers de la PGE dont le Plan de mise en œuvre (Plan Émergence Madagascar) est actuellement en cours d'élaboration par le Gouvernement. Le présent Programme Pays s'aligne aux axes prioritaires définies dans la PGE, principalement ceux relatifs à « l'énergie et l'eau pour tous », « l'emploi décent pour tous » et « l'industrialisation ».

<sup>16</sup>Rapport de la Mission MAPS de Madagascar, Système des Nations Unies, 2018

<sup>17</sup> United Nations Sustainable Development Cooperation Framework: Ce nouveau document cadre intégrera l'ensemble des contributions de l'UNCT pour accélérer l'atteinte de l'Agenda 2030 et « ne laisser personne pour compte » et reflètera de même les réformes actuelles des Nations Unies.

### III. COOPERATIONS PASSEES ET LEÇONS APPRISSES

#### III.1 COOPERATION PASSEE AVEC L'ONUDI A MADAGASCAR

La coopération de Madagascar avec l'ONUDI a débuté en 1986 et depuis, l'ONUDI a conçu et piloté divers projets couvrant plusieurs domaines et touchant un large éventail de bénéficiaires. Au cours des 20 dernières années, l'ONUDI, avec ses nombreux partenaires, a mis en œuvre une quarantaine de projets notamment dans l'agro-industrie et le développement des chaînes de valeur (soie, F&L, huiles essentielles et plantes médicinales...), dans des activités génératrices de revenus dans les zones rurales, dans la promotion des investissements et l'appui à la revitalisation du secteur privé.

Quelques initiatives incluent le Programme pilote d'appui au développement et à la dynamisation du secteur privé (2005), le Programme de « Mise à niveau et modernisation des entreprises existantes en partenariat avec la SADC » (2009), le Programme Régional pour la Promotion des Investissements en Afrique, l'enquête sur les investisseurs à Madagascar en collaboration avec l'EDBM et les organisations patronales et professionnelles en vue d'établir un programme de Bourses de Sous-traitance et de Partenariat (BSTP).

L'ONUDI a toujours activement contribué à toutes les consultations et réunions sur les enjeux du développement industriel à Madagascar. Elle a été le principal partenaire du Ministère chargé de l'industrie et du secteur privé dans l'élaboration et la mise en œuvre de diverses stratégies nationales telles que la Lettre de politique industrielle de 2006, la stratégie du développement intégré de la soie, le développement de la filière Fruits et Légumes et surtout l'organisation annuelle de la Journée de l'Industrialisation de l'Afrique (JIA) tous les 20 Novembre.

#### III.2 COOPERATION EN COURS

De manière générale, les projets en cours de l'ONUDI à Madagascar ont souvent permis d'établir des **initiatives pionnières et innovantes** ayant eu des retombées locales tangibles, servi de références nationales ou ayant fait l'objet de reconnaissance internationale. Le portefeuille actuel comprend :

- Projet GEF5 « *Amélioration de l'accès à l'énergie à des fins productives par le développement de petites centrales hydroélectriques dans les zones rurales de Madagascar* » (2015-2020). L'objectif est de stimuler l'utilisation des petites centrales hydroélectriques afin de réduire les émissions de gaz à effet de serre et de déclencher des activités productives pour générer des revenus. Trois aménagements hydroélectriques en zone rurale seront réalisés, dont l'un d'eux, combiné avec l'énergie solaire photovoltaïque, sera le premier projet hybride 100% énergie renouvelable à Madagascar. Le premier outil de mesure et de collecte d'information (système MRV) pour la mise en place d'un registre carbone national dans le secteur de l'énergie renouvelable est désormais disponible. L'Atlas des aménagements hydroélectriques potentiels de la Région Vatovavy Fitovinany a été établi. Enfin, des formations relatives à l'hydroélectricité et à la dissémination des technologies y afférentes seront développées avec l'École Supérieure Polytechnique d'Antananarivo.
- Le projet « *d'appui à la transformation semi-industrielle de la canne à sucre à Madagascar* » (2015-2019), avec l'Union Européenne. Le but du projet est de développer la capacité de production de la canne à sucre dans les Régions de Boeny et d'Anosy afin de faire face aux besoins locaux, réduire les importations, stimuler les investissements du secteur privé local et augmenter les revenus des producteurs de ces régions. L'État souhaite bâtir sur les réalisations du projet pour dupliquer l'initiative dans d'autres régions sucrières de Madagascar. Le projet est développé avec le Ministère de l'Industrie et du Commerce, le Ministère de l'Agriculture et le Centre Malagasy de la Canne à Sucre (CMCS).

- Le « *Projet TSARA* » (2015-2019). L'une des innovations majeures que l'ONUDI a apportées à Madagascar a été l'utilisation du design et de l'industrie créative pour générer des opportunités économiques sans précédentes à des femmes rurales de Farafangana en partenariat avec le Royaume de Norvège. En 2016, l'Organisation et la « *Collection TSARA* », devenue une marque nationale reconnue à l'international, ont reçu la récompense « **Compasso D'Oro** » pour avoir utilisé l'industrie du design comme instrument pour le développement. Le projet a amélioré les moyens de subsistance des groupes vulnérables dans le sud de Madagascar et a établi un cours de Master en design et innovation en partenariat avec l'ISCAM<sup>18</sup>. En parallèle, un curriculum de formation en entrepreneuriat pour les jeunes lycéens a été développé dans 10 lycées techniques pilotes depuis Octobre 2017 et l'on s'attend à ce que le programme soit vulgarisé dans tout le pays. Différents Ministères sont concernés (MICA, MEFTP, MESUPRES).
- Avec le Ministère de l'Environnement, l'ONUDI a mis en œuvre un projet régional regroupant 7 pays de la SADC qui ont été signataires de la *Convention de Stockholm pour la réduction de Polluants Organiques Persistants*. À Madagascar, 4 communes hébergeant des industries textiles ont bénéficié de l'appui à l'amélioration de leur système de gestion des déchets et à l'élimination de l'incinération à ciel ouvert des déchets chimiques et des rejets sanitaires.
- Enfin, l'ONUDI appuie le Ministère de l'Environnement et le Ministère de la Santé Publique dans l'élaboration de son *Plan d'Action National sur la Santé et la Pollution*, dans le but d'évaluer les défis et risques de santé induits par la pollution à Madagascar, de prioriser les actions correspondantes et d'établir des politiques et des recommandations pour les mettre en œuvre et réduire ainsi la mortalité et la morbidité associées à l'exposition aux pollutions.

### III.3 LEÇONS APPRISSES

**L'instabilité politique et les changements fréquents de dirigeants au niveau central et au niveau régional** rendent difficile une appropriation suffisante par les contreparties nationales. Avec l'élection présidentielle de fin 2018, Madagascar est rentré dans une alternance démocratique qui offre un cadre plus favorable pour la mise en œuvre du PP dans les années à venir.

**L'identification de partenariats stratégiques avec le secteur privé** permet non seulement d'augmenter les cofinancements injectés dans les projets, mais aussi d'assurer la continuité des initiatives au-delà du repli de l'Organisation. L'un des succès allant dans ce sens est la reprise du Projet TSARA par une entreprise privée sélectionnée sur la base d'un appel ouvert.

**Une stratégie de sortie et de pérennisation des investissements** faits dans le cadre des projets mis en œuvre par l'ONUDI se doit d'être préparée à des stades précoces de la mise en œuvre, voire à la phase même de conception des projets. Ensuite, le choix des bénéficiaires et des partenaires est tout aussi important dans le cadre de cette pérennisation.

**Le maintien d'une communication fluide et coordonnée entre les différents acteurs** impliqués dans la mise en œuvre des programmes et projets est crucial pour éviter les erreurs du passé et assurer le succès des interventions futures de l'ONUDI. Dans le cadre de ce PP, une stratégie de communication et de visibilité sera élaborée conjointement avec les Ministères clé.

**La synergie avec les organismes et partenaires au développement présents** dans le pays permet d'accroître les opportunités de mobilisation de fonds qui sont parfois limitées. La mise en œuvre de ce PP prévoit une stratégie conjointement réfléchie avec le Gouvernement et le SNU pour maximiser les impacts des interventions et d'assurer des résultats tangibles de la manière la plus efficiente possible.

<sup>18</sup> Institut de Communication, des Affaires et du Management

**Le nexus Industrie/Energie est au cœur du développement industriel.** Une utilisation de l'énergie renouvelable à des fins productives améliore considérablement la rentabilité des projets d'électrification et promeut le développement économique local. En effet, compte tenu de l'investissement initial important, le faible pouvoir d'achat et la faible consommation énergétique des ménages ruraux, les projets de mini-réseaux sont difficilement rentables à moyen terme si destinés à un éclairage domestique uniquement.

## IV. COMPOSANTES DU PROGRAMME PAYS

Depuis Juillet 2018, le Gouvernement de Madagascar et l'ONUDI ont conjointement conduit le processus d'élaboration du présent Programme pays 2019-2023. Il est axé autour de quatre composantes autonomes, flexibles mais interdépendantes pour permettre de répondre aux changements pouvant survenir lors de son opérationnalisation, faciliter la mobilisation de fonds et la création de partenariats innovants, favoriser le développement de projets conjoints et surtout en vue de sa migration éventuelle vers un Program For Country Partnership (UNIDO PCP).

Ci-après les 4 composantes du présent Programme Pays :

- ✓ **Composante 1** : Développement de l'agro-industrie, des chaînes de valeur et de l'entreprenariat dans les filières émergentes,
- ✓ **Composante 2** : Développement de l'énergie renouvelable à des fins productives, efficacité énergétique et protection de l'environnement pour une industrialisation durable,
- ✓ **Composante 3** : Développement de Zones d'Émergence Industrielle (ZEI) et appui à l'industrialisation régionale,
- ✓ **Composante 4** : Développement des capacités institutionnelles, de l'innovation et de la compétitivité.

Il s'agit du premier Programme Pays pour Madagascar et il est en adéquation avec le concept de Développement Industriel Inclusif et durable (ISID) qui a été présenté et endossé à Lima lors de la 15<sup>ème</sup> Conférence Générale de l'ONUDI en 2015. Par ce concept, l'Organisation entend apporter un changement structurel des économies à travers une industrialisation durable et respectueuse de l'environnement, prenant en compte les priorités nationales afin de permettre une amélioration rapide et soutenue du niveau de vie de la population.

Le présent Programme découle d'une **vision holistique** et adopte une **approche intégrée**. Il a été élaboré dans une **démarche participative**, en étroite collaboration et consultation continue avec la contrepartie nationale, incluant le secteur privé Malagasy.

Une mise à l'échelle de ce Programme Pays en « Program for Country Partnership » est envisagée et sera décidée lors de son évaluation à mi-parcours. **De ce fait, le document a intégré les principales caractéristiques d'un PCP pour anticiper et faciliter cette conversion.**

Pour tous les projets prioritaires identifiés qui seront mis en œuvre dans le cadre de ce Programme Pays, **des analyses plus approfondies assorties de collectes de données pertinentes seront systématiquement conduites pour adresser la situation de genre et d'inégalité touchant la gente féminine.** L'objectif étant d'adapter les solutions proposées à mieux répondre aux défis rencontrés et surtout, de s'aligner à la stratégie de l'ONUDI en matière de promotion de l'égalité et de l'autonomisation des femmes.

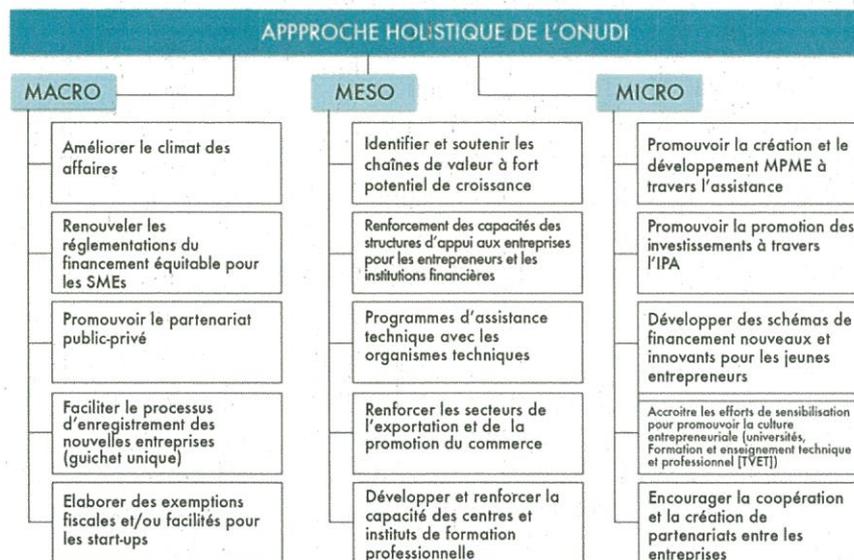
### IV.1 COMPOSANTE 1 : DEVELOPPEMENT DE L'AGRO-INDUSTRIE, DES CHAÎNES DE VALEUR ET DE L'ENTREPRENARIAT DANS LES FILIERES EMERGENTES

Cette composante cherche à établir une relation fonctionnelle entre le secteur industriel et le secteur agricole et à promouvoir les activités de transformation agroindustrielle en parallèle avec développement d'un secteur privé afin de stimuler la diversification, la croissance économique et la création d'emploi dans les régions ciblées. Elle améliorera la création de valeur ajoutée tout au long des chaînes de valeur ciblées et soutiendra la promotion de l'entreprenariat tout en privilégiant l'autonomisation et la responsabilisation des jeunes et des femmes.

De même, elle renforcera la compétitivité des filières choisies à travers l'appui à la structuration des acteurs, l'amélioration des traitements post-récoltes, de la traçabilité et de la qualité, le transfert de technologie, le développement des capacités techniques et des compétences au niveau local et national, l'appui à la révision des cadres institutionnels, la mise en place de programme de renforcement des infrastructures et systèmes de qualité, la modernisation des entreprises.

L'ONUDI, à travers son expertise technique va mettre en place une approche intégrée pour développer les filières prioritaires identifiées par le Gouvernement, grâce notamment à la mise en œuvre de la méthodologie « **IDEA** » ou **Développement Inclusif et Entrepreneuriat pour Tous**. Aussi, l'ONUDI, à l'égard du défi de l'emploi en général et des jeunes en particulier, mettra l'accent sur la formation de la main d'œuvre locale et le rôle central du secteur privé, particulièrement les PME/PMI, dans la création d'emplois. Le Programme Pays sera en synergie avec les initiatives de développement de l'entrepreneuriat qui sont en cours à Madagascar, notamment le **programme FIHARIANA** que l'État met en œuvre.

Figure 2 Le concept IDEA de l'ONUDI



Concrètement, l'ONUDI mettra en œuvre les projets prioritaires identifiés ci-après (détails en annexe) :

- ✓ **Amélioration de la compétitivité, de la durabilité et de l'inclusivité de la chaîne de valeur café à travers** (i) l'amélioration de la productivité tout au long de la chaîne de valeur café dans des sites pilotes sélectionnés et (ii) le renforcement de capacités institutionnelles pour une meilleure promotion et branding du café malagasy (reconnaissance nationale et internationale).
- ✓ **Développement de la chaîne de valeur manioc à travers** (i) le soutien aux producteurs et au secteur privé pour l'organisation et la structuration des acteurs (développement de clusters), l'amélioration des capacités, création de compétences et accompagnement à la mise en place d'unités de transformation de manioc ; et (ii) des appuis au secteur public pour la définition et l'élaboration d'une stratégie, de politique nationale et/ou d'un **Master Plan** pour le développement de la filière.
- ✓ **Développement de la chaîne de valeur Cactus dans les Régions du Grand Sud à travers** (i) l'appui aux producteurs et au secteur privé local depuis l'organisation et la structuration des acteurs (développement de clusters), la collecte et la récolte jusqu'à la transformation du cactus (unité d'extraction d'huile à froid) ainsi que la mise aux normes des produits finis et (ii) l'appui au renforcement des capacités institutionnelles.
- ✓ **Appui au développement de la filière Moringa.** Il s'agit d'améliorer les capacités de résilience des populations rurales, notamment les femmes en luttant contre la malnutrition tout en créant des emplois et des revenus supplémentaires. Les interventions de l'ONUDI porteront sur la modernisation des équipements de transformation, le transfert de technologies, le développement de produits innovants et compétitifs et l'appui à l'accès au marché ainsi que le renforcement des capacités des institutions partenaires.

- ✓ **Appui à la relance et à la mise à niveau de secteurs prioritaires.** Cette sous-composante vise à promouvoir la diversification des branches industrielles du pays et à soutenir le Gouvernement dans son **programme de promotion des industries de production des biens de consommation courante** afin d'inverser la balance commerciale du pays et de se constituer ainsi des substituts à l'importation. Il s'agit en premier lieu de relancer ou de mettre à niveau les secteurs de la pharmaceutique, minoterie, huilerie, sucrerie et cimenterie.
- ✓ **Appui au développement d'une filière rizicole durable dans la Région Atsimo Andrefana** à travers la promotion de l'innovation, l'entrepreneuriat rural et l'économie circulaire ainsi que les services d'appui à la promotion de la mécanisation agricole.

### IMPORTANT : Projets en pipeline

Pendant les missions de formulation conduites entre Août et Février 2019, d'autres filières ont été identifiées conjointement avec les MAEP et MICA comme étant tout aussi prioritaires et qui pourront être considérées ultérieurement dans le cadre du présent programme Pays.

- La valorisation et l'amélioration de la conservation et de la commercialisation de la filière Fruits et Légumes (F&L) dans les Régions Vakinankaratra, Analamanga, Itasy, Diana, Atsimo Atsinana, Itasy,

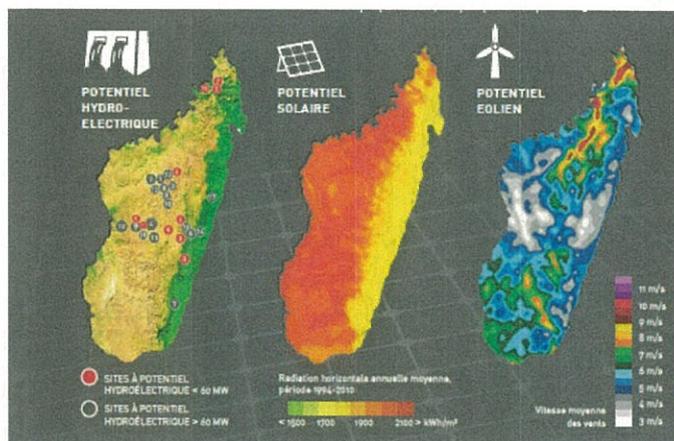
- Le développement de la chaîne de valeur de la pêche et promotion de l'économie bleue (projet régional de la zone sud-ouest de l'Océan Indien)

- Le développement de petites unités de fabrication de savon pour améliorer les compétences entrepreneuriales et la résilience des femmes dans la Région du Sud.

## IV.2- COMPOSANTE 2 : DEVELOPPEMENT DE L'ENERGIE RENEUVELABLE A DES FINS PRODUCTIVES, EFFICACITE ENERGETIQUE ET PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

La promotion de la transformation industrielle dans les régions à fortes potentialités, nécessite le déploiement des énergies renouvelables disponibles localement, associé à des initiatives d'efficacité/optimisation énergétique pour une industrialisation durable. L'ONUDI dispose d'une expérience dans la promotion d'électrification rurale à partir d'énergies renouvelables à Madagascar. Globalement, cette composante va contribuer à l'amélioration de l'accès à **l'énergie durable**<sup>19</sup> principalement pour des usages productifs. Elle vise à fournir des services énergétiques modernes et fiables nécessaires au fonctionnement des entreprises industrielles existantes ou futures dans les régions sélectionnées pour leurs potentiels industriels. L'approche ne se limitera pas uniquement à la production d'électricité dans la mesure où l'efficacité énergétique sera considérée afin d'avoir des projets intégrés. Enfin chaque projet porté par l'ONUDI inclura des activités de renforcements de capacités techniques et encouragera le partage d'expériences et de partenariats au niveau régional

Figure 3 Carte des potentiels en énergies renouvelables à Madagascar



Source : EDBM, 2018

<sup>19</sup>Energie Durable : Production Énergies Renouvelables + Efficacité Énergétique

et international (SACREEE<sup>20</sup>, ISEC<sup>21</sup>, ICSHP<sup>22</sup>, Vienna Energy Forum etc.). Ainsi la stratégie soutenue par l'ONUDI pour cette composante est : « **L'accès à l'énergie durable au service d'un développement industriel inclusif et local** ».

Dans le respect de son mandat de développement industriel inclusif et durable, l'ONUDI proposera également son expertise en termes de production verte (efficacité énergétique, formation aux méthodes de production respectueuses de l'environnement, etc.), de protection de l'environnement, de sensibilisation et promotion de l'utilisation des énergies renouvelables. En ce sens, l'ONUDI viendra encourager le développement « **de l'économie verte et de l'économie circulaire** ».

Les projets prioritaires identifiés sont présentés ci-après (détails en annexe) :

**a. Promotion de la production d'électricité à partir d'énergies renouvelables (ER), de l'efficacité énergétique (EE) dans les PME/PMI,**

- ✓ Mise à l'échelle des projets d'électrification rurale issus d'énergies renouvelables (Hydroélectricité, Solaire, Biomasse) par mini-réseaux à des fins productives
- ✓ Promotion de l'approche énergie durable dans les projets de développement de Parcs et de Zones d'Investissement Industriel (ZII)
- ✓ Auto production d'Électricité issue d'énergies renouvelables et production / transformation agricole à des fins énergétiques.
- ✓ Promotion d'alternatives énergétiques au bois de chauffe à des fins de cuisson (clean cooking), incluant le développement intégré de la filière bambou
- ✓ Soutien au développement de l'assemblage à grande échelle de matériels photovoltaïques à Madagascar.

**b. Promotion de l'économie circulaire pour l'atténuation des effets du changement climatique à travers :**

- ✓ La promotion de l'innovation et le déploiement de technologie axée sur l'adaptation climatique le long de la chaîne de valeur des huiles essentielles de Madagascar : l'ONUDI y appliquera une approche basée sur le Global CleanTech and Innovation Program (GCIP) que l'organisation a développé ensemble avec le Fonds Mondial pour l'Environnement (FEM).
- ✓ La promotion de l'économie circulaire dans le secteur du Textile et Habillement (THA) à travers une gestion durable des déchets et des produits chimiques : L'ONUDI va y appliquer le programme de production efficiente et moins polluante (Resource Efficient and Cleaner Production-RECP), au cœur de son approche pour une industrialisation durable.

### **IV.3 COMPOSANTE 3 : DEVELOPPEMENT DE ZONES D'EMERGENCE INDUSTRIELLE (ZEI) ET APPUI À L'INDUSTRIALISATION REGIONALE**

La mise en place des ZEI figure parmi les axes stratégiques du Gouvernement pour booster l'industrialisation sur tout le territoire de Madagascar. Cette composante vise à contribuer à la densification du tissu économique local et à la promotion de l'industrialisation régionale, afin de soutenir la croissance et la diversification économique basée sur les ressources locales et de promouvoir les branches d'activités prioritaires selon les potentialités dans les régions. Il s'agit ainsi d'attirer des investissements, de promouvoir la transformation et de créer des opportunités d'emploi au niveau régional.

<sup>20</sup>Southern African Development Community (SADC) Centre for Renewable Energy and Energy Efficiency (SACREEE)

<sup>21</sup> International Solar Energy Center (Centre International de l'Énergie Solaire)

<sup>22</sup>International Center for Small Hydro-Power (ICSHP)

Le Gouvernement a fait appel à l'ONUDI qui dispose d'expériences réussies en accompagnement et développement de parcs industriels et de ZES dans plusieurs pays, notamment en Afrique. L'expertise que l'ONUDI déploiera, couvre le soutien à la création de ces parcs ou zones, le développement et la réhabilitation des structures existantes, l'appui à la gestion de ces parcs et à leur opérationnalisation. À travers son **Manuel de mise en œuvre de parcs éco-industriels (PEI)**, la démarche standard de l'ONUDI pour la mise en œuvre des parcs éco-industriels comprendra :

- a ) Étude de champ des interventions de PEI
- b ) Sensibilisation aux PEI
- c ) Soutien à l'élaboration de politiques de PEI
- d ) Modèles de gestion des parcs
- e ) Amélioration de l'efficacité des ressources et synergies/symbioses industrielles
- f ) Suivi et analyse comparative des performances
- g ) Renforcement des capacités ( activité transversale ).

En synergie avec d'autres PTF, tels que la BAD, l'ONUDI développera de nouvelles zones de transformation agroindustrielle dans les régions encore peu industrialisées telle qu'Atsimo Andrefana. L'approche intégrera les principes de qualité et de compétitivité de la production, de l'efficacité énergétique, d'un procédé de transformation respectueux de l'environnement. Également, elle inclura des programmes ciblés de formation et d'incubation aux nouveaux entrepreneurs formés, le développement des clusters et la mise en réseau des entreprises et industries qui vont peupler la zone, le renforcement des capacités institutionnelles, la promotion de ces zones auprès des structures nationales.

Enfin, l'ONUDI travaillera en collaboration avec l'EDBM à la promotion de l'attractivité de ces zones, tant sur le plan national qu'international, par la mise en œuvre d'un programme de promotion ciblée des investissements.

Les axes d'interventions prioritaires envisagées sont :

- ✓ **Axe industrialisation régionale :**
  - Appui à la conception, développement et opérationnalisation de **zones de transformation agroalimentaire ou Agropoles** dans la Région Atsimo Andrefana (détails en annexe)
  - Accompagnement dans la mise en place de **parcs éco industriels** : design, plan directeur, schéma de gestion...
- ✓ **Axe Zones d'émergence industrielle :**
  - Identification de zones potentielles, études de faisabilité, détermination des filières à développer,
  - Appui au cadrage légal, institutionnel, plan directeur, cadre de gestion, exigences environnementales etc...
  - Appui à la promotion des investissements y afférents, en partenariat avec les chambres de commerce et d'industrie locales et autres institutions compétentes.

#### **IV.4. COMPOSANTE 4 : DEVELOPPEMENT DES CAPACITES INSTITUTIONNELLES, DE L'INNOVATION ET DE LA COMPETITIVITE**

**Objectifs :** Cette composante vise à (i) mettre en place un programme de renforcement des capacités pour les acteurs publics afin de leur permettre de mettre en œuvre le programme de développement industriel au niveau du pays et de gérer les activités connexes. Et (ii) mettre en place un renforcement de capacités, un programme de formation ciblée et de développement de compétences pour les acteurs privés afin d'accroître leurs chances d'accéder aux marchés, aux emplois et aux opportunités économiques.

Les interventions proposées par l'ONUDI permettent d'assurer que les dispositifs soient en place et que les ressources humaines soient disponibles pour mettre en œuvre l'agenda de développement industriel de Madagascar. Elles assureront de même l'appropriation par la partie nationale et surtout, la pérennisation des actions au-delà de la période du présent Cadre de Programmation. Ce qui permettra au Gouvernement et aux parties prenantes de continuer et de mettre à l'échelle les expériences pilotes réalisées et initiatives entamées dans le cadre du Programme Pays. Enfin, elles permettront d'assurer une diffusion et un transfert de connaissances, grâce notamment à l'établissement de partenariats avec des institutions académiques (publiques ou privées) et/ou financières lors de la mise en place de centres d'incubation ou de programmes de formation de niveau master axé sur l'agro-industrie ou sur l'énergie renouvelable.

Les interventions de l'ONUDI porteront sur les axes ci-après :

- ✓ **Axe appui au développement institutionnel :**
  - **Appui à la politique industrielle :** Revue et mise à jour de l'actuelle politique industrielle, renforcement des capacités des agents de l'État face aux enjeux du développement industriel
  - **Amélioration de l'environnement des affaires et promotion des IDE et IDN dans les industries stratégiques :** Appui à l'EDBM pour la promotion des investissements dans les domaines ciblés par le PP (à travers les appuis des structures que l'ONUDI a mis à disposition des pays membres pour la promotion de l'investissement et des technologies- ITPO).
  - **Protection des industries malagasy :** renforcement de l'Agence Nationale des Mesures Commerciales Correctives (ANMCC)
- ✓ **Axe Innovation, transfert technologique et valorisation des recherches :**
  - État des lieux de l'innovation et promotion auprès des secteurs public et privé
  - La redynamisation de l'Institut Malagasy de l'Innovation,
  - L'élaboration d'un programme de valorisation des recherches en partenariat avec les institutions académiques et de recherche pour l'incubation, l'innovation, l'entrepreneuriat et la R&D. Ceci inclura la mise en place de formation de niveau Master en agro-industrie, des services d'encadrement aux jeunes étudiants, partenariats avec les banques primaires existantes et les autres institutions financières.
- ✓ **Axe Amélioration de la Compétitivité :**
  - Établissement d'un état des lieux et d'un benchmarking sur la compétitivité de Madagascar par rapport aux pays similaires ou voisins afin de mieux déterminer la meilleure stratégie de positionnement du pays en vue de l'intégration régionale.
  - La conception et la mise en place de l'**Observatoire de l'industrie et de la compétitivité** (statistiques, analyse informationnelle et veille commerciale)

#### IV.5. LA DIMENSION GENRE :

Madagascar, à travers ses stratégies sectorielles et nationales, s'efforce à promouvoir fortement l'égalité de genre ainsi que l'autonomisation des femmes. Toutefois, beaucoup restent à faire quant à l'intégration des femmes dans des activités économiques décentes et durables.

L'importance de la promotion de l'égalité, particulièrement l'autonomisation économique des femmes se trouvent au cœur du mandat de l'ONUDI. En conséquence, renforcer le rôle des femmes en tant que vecteurs de croissance économique et ainsi, promouvoir l'entrepreneuriat et l'investissement par des femmes constituent une priorité pour ce Programme Pays.

À titre d'exemple, dans la région du Grand Sud de Madagascar, la transformation du manioc ou encore du cactus est une activité orientée particulièrement vers les femmes et contribue à leur émancipation. En tant que tel, le projet a un impact significatif sur la promotion du genre qui reste

encore mitigée dans le pays. En renforçant et en fournissant un cadre durable à des initiatives déjà existantes, l'ONUDI contribuera à la réalisation de la vision nationale en matière d'égalité et d'équité de genre, ceci, notamment à travers le renforcement des capacités, la création d'emplois et le développement de l'entrepreneuriat.

Pendant la phase de démarrage de la mise en œuvre du Programme Pays, une évaluation de la situation initiale du genre sera conduite pour proposer des solutions adaptées au contexte. Additionnellement, la mise en œuvre des projets prioritaires identifiés dans les différentes composantes inclura systématiquement des analyses approfondies et des collectes de données pertinentes sur la situation des femmes. Enfin, en mettant l'accent sur lien entre l'égalité de genre, l'économie circulaire et l'économie verte dans les activités de transformation, ce Programme Pays contribuera fortement à une industrialisation inclusive et durable ainsi qu'à la mise en œuvre des ODD 1, 5, 8, 9 et 12.

## V. GESTION, SUIVI ET ÉVALUATION DU PROGRAMME PAYS

### V.1. MISE EN ŒUVRE

**Au niveau de la contrepartie nationale**, le Gouvernement Malagasy, par le biais du Comité de Pilotage du PP, assurera l'orientation stratégique, la facilitation et le suivi de la mise en œuvre du Programme Pays. Cette structure inclut tous les ministères concernés par le PP. Sous l'égide du Ministère en charge de l'Industrie, elle travaillera à la mobilisation de ressources et de partenariats, conjointement avec l'ONUDI et le Système des Nations Unies à Madagascar.

Des partenariats stratégiques avec les initiatives et projets gouvernementaux seront privilégiés pour assurer la cohérence du PP aux priorités nationales et maximiser ainsi les impacts au niveau des bénéficiaires. A titre d'exemple, avec le programme DEFIS du MAEP, le Programme FIHARIANA etc...

La modalité d'exécution nationale sera privilégiée en particulier pour les composantes et sous composantes ou programmes conjoints impliquant des partenaires nationaux comme l'EDBM, le Bureau National des Normes et les Organismes et Institutions rattachés des divers Ministères. Le renforcement des capacités nationales sera apporté soit au sein des composantes soit en tant qu'intervention commune de l'Équipe Pays, afin de permettre une gestion appropriée du processus de développement et assurer ainsi une pérennisation des actions initiées.

**Le Système des Nations Unies à Madagascar.** Conformément au principe de « Unis dans l'Action » dont Madagascar a adhéré depuis 2015 et à la réforme en cours des Nations Unies, l'opérationnalisation du PP se fera en cohérence avec et dans le cadre d'intervention de l'UNDAF 2015-2019/2020. Des projets communs seront préparés et mis en œuvre avec les autres membres de l'Équipe Pays (entre autres BIT, PAM, OMS, FAO, UNICEF, UNESCO, UNFPA, PNUD) en partenariat avec les acteurs nationaux de développement. Ils représenteront une réponse collective du SNU pour soutenir le GoM particulièrement dans le développement du Grand Sud de Madagascar. Les Agences sœurs du SNU qui participeront à la réalisation du PP poursuivront leurs efforts d'harmonisation et de simplification de leurs procédures de gestion, notamment à travers l'utilisation de l'accord entre Agences des Nations Unies (UN-to-UN Agreement) et de l'Approche Harmonisée de Transfert de Fonds (HACT) aux Partenaires de mise en œuvre des différents programmes et composantes.

La coordination des interventions de l'ONUDI au sein de l'UNDAF sera assurée par le Bureau de Représentation de l'ONUDI à Madagascar. Ainsi, conformément aux mécanismes de coordination du SNU, la mise en œuvre de ce PP sera reflétée et alignée aux priorités et programmation établie par le Programme Management Team (PMT) du SNU.

**Les partenaires de mise en œuvre.** La mise en œuvre du PP s'appuiera sur le principe de développement de partenariats stratégiques avec les autres acteurs nationaux, notamment le secteur privé et autres associations et organisations professionnelles ainsi que la société civile<sup>23</sup>. La plateforme de Dialogue Public Privé existante sera ainsi utilisée et maximisée pour la réalisation des objectifs du PP. Des partenariats innovants seront catalysés avec les opérateurs privés et les groupements professionnels comme le SIM, GEM, FIVMPAMA, GEFP, GFEM, EFOI, FCCIM ainsi qu'avec des ONG locales et/ou internationales... Des collaborations avec des institutions académiques publiques et privées seront de même établies et/ou renforcées.

L'ONUDI, sous le leadership du Comité de Pilotage, développera aussi des partenariats avec les Organismes de coopération, les Bailleurs bi et multilatéraux et les institutions financières (FIDA, BAD, U.E, FEM, OIF...). Elle renforcera de même les collaborations en cours comme celles avec la Coopération Allemande et sa banque de développement (GIZ, KfW), SADC...

<sup>23</sup>Entre autres l'Alliance pour l'Industrialisation de Madagascar

**L'équipe PP ONUDI.** La mise en œuvre du PP est assurée par une équipe composée de Gestionnaires de Projets (GP) basés à Vienne ainsi que du Bureau de Représentation de l'ONUDI à Madagascar. Conformément aux règles internes de l'Organisation sur les Programmes Pays<sup>24</sup>, le Responsable PP (PM/PP) a la charge de la gestion globale du PP et assurera la coordination interne au sein de l'équipe PP. Le PM/PP organisera les réunions trimestrielles de l'équipe PP. Il assurera de même la collaboration étroite avec toutes les parties prenantes clé au niveau national (Gouvernement, autorités régionales, secteur privé, société civile, Agences Nations Unies, Bailleurs bi et multilatéraux et PTF)

L'équipe PP a la charge de développer et de mettre en œuvre les projets prioritaires de chaque composante, conformément aux règles et procédures internes de l'ONUDI.<sup>25</sup> Elle produira des rapports et rendront compte des résultats selon les exigences de l'ONUDI et des Bailleurs. Le PM/PP et l'équipe PP sont conjointement responsables de l'ensemble des réalisations du projet vis-à-vis de la contrepartie nationale. De ce fait, le design et l'exécution des projets privilégieront l'approche intégrée et la combinaison de l'expertise collective de l'ONUDI.

Tout au long de la mise en œuvre du PP, le PM/PP, l'équipe PP et le Bureau de la Représentation, en coordination avec les Directions concernées au niveau du siège de l'ONUDI (PTC/PPF/PCD et EPR/ETR/SRM), travailleront avec les partenaires et, conjointement avec le Gouvernement Malagasy, identifieront les modalités de coopération appropriées pour créer des synergies, mobiliser des ressources additionnelles et mettre les résultats à l'échelle. Par ailleurs, le Bureau de la Représentation participera aux réunions du Comité National de Pilotage et informera toutes les parties prenantes des progrès effectués.

## V.2 COORDINATION

**Le Comité de Pilotage (CP).** L'exécution du PP se fera sous la coordination générale du Gouvernement de Madagascar à travers le CP mis en place à cet effet et présidé par le Ministère en charge de l'industrie. Tel que précisé dans le décret interministériel N°2018-691 du 10 Juillet 2018 portant création de ce CP, c'est l'organe étatique interlocuteur de l'ONUDI. Il assiste et soutient l'élaboration et la mise en œuvre des plans d'action et des projets identifiés dans le PP, assure le suivi continu des activités du PP, donne des avis et conseils sur les orientations éventuelles permettant d'atteindre les objectifs du PP et appuie les initiatives de mobilisation de fonds nécessaires au financement du PP. Le CP se réunira deux fois par an mais aussi autant que nécessaire, sur convocation du Ministre de l'Industrie.

Le CP comprendra les hauts responsables des départements ministériels (ou de leurs représentants, ayant au moins rang de directeur) qui sont directement impliqués dans la mise en œuvre du PP (MICA, MAEP, MEFB, MEEH, MEDD, MATHTP, MENFTP, MESUPRES...). L'intégration des organisations du secteur privé et de la société civile directement concernées par le PP et des PTF peut aussi être indiquée.

**Le Comité Technique de Suivi (CTS).** Le CP sera assisté d'un CTS qui sera placé sous l'égide du Ministère en charge de l'Industrie et sera composé des institutions directement impliquées dans l'exécution des activités du PP. Le CTS ainsi établi aura pour mandat (i) d'assurer le suivi périodique des activités liées à l'exécution du PP, (ii) d'en évaluer les résultats et (iii) de préparer les rapports d'exécution qui seront soumis à l'examen du CP. Le CTS comprendra les responsables (ou leurs représentants) des services techniques des ministères impliqués directement dans la mise en œuvre du PP, les Représentants des PTF ainsi que toutes autres organisations du Secteur Privé et de la société civile directement concernées par ce PP.

<sup>24</sup> Administrative Instructions AI\_ 2019/01 UNIDO's Country Program

<sup>25</sup> DGB/2016/06

Le CTS se réunira tous les 3 mois et chaque fois que cela s'avèrera nécessaire. Il sera assisté par l'équipe technique de l'ONUDI responsable de la supervision et de la cohésion des différentes composantes ou sous composantes du PP. Il sera de même appuyé par l'Unité de Coordination du PP qui fournira un soutien logistique (secrétariat et logistique).

**L'Unité de Coordination du PP(UCP/PP).** Sous la supervision de l'UCR et en concertation avec la partie nationale, l'UCP/PP sera établie et hébergée au sein du Ministère en charge de l'Industrie. Son Coordinateur, qui sera recruté par appel à candidature ouvert, sera responsable de la gestion opérationnelle, de la mise en œuvre et de la supervision technique du programme. Cette unité aura aussi la tâche d'appuyer le Bureau Pays de l'ONUDI dans la gestion quotidienne des activités du PP, la coordination des interventions et actions des différents Ministères concernés par le Programme Pays, des PTF et du secteur privé.

Au sein de l'ONUDI, les arrangements proposés pour la coordination et le suivi concernent le PP dans sa globalité bien que les composantes et les sous composantes qui les composent soient indépendantes. Le mécanisme de coordination interne de l'ONUDI se fera conformément aux procédures décrites plus haut<sup>26</sup>. Le Représentant Pays (UCR) sera le chef d'équipe PP (PM/PP). Il/elle supervisera la mise en œuvre globale du PP conjointement avec la Division Afrique, notamment le Responsable Pays, au niveau du siège. La Direction Régionale de l'ONUDI en Éthiopie, à laquelle Madagascar est rattachée, apportera éventuellement son appui dans la promotion du PP et assurera de même une coordination pour les initiatives régionales dont elle a la couverture.

### V.3. MECANISME DE SUIVI ET EVALUATION

Le présent programme est soumis aux directives d'évaluation de l'ONUDI ainsi qu'à la politique d'évaluation du Plan Cadre/UN Action Plan, en conformité avec les normes et standards du GENU (Groupe d'Évaluation des Nations Unies) et le cadre intégré de suivi évaluation de l'ONUDI (UNIDO's *Integrated Results and Performance Framework-IRPF*)<sup>27</sup>.

**Revue annuelle.** En étroite consultation avec le CTS, l'équipe PP dirigée par le PM/PP préparera un PTA et un rapport d'avancement du PP. Ce rapport sera soumis à la revue conjointe du Gouvernement, de l'ONUDI et des bailleurs de fonds. Au sein de l'Organisation, la Direction de Programmation (PTC/PPF) tiendra une réunion annuelle avec les Gestionnaires de Projet impliqués dans le PP, sous la présidence du Directeur Exécutif en charge de la coopération technique (MD/PTC). La revue portera sur l'ensemble du portefeuille du PP sur la base des rapports établis par l'équipe PP afin d'évaluer les progrès réalisés par rapport au PTA, les défis et solutions préconisées, la capacité globale d'exécution et les prochaines étapes...

**Évaluation à mi-parcours.** Il s'agit d'évaluer les résultats et progrès obtenus par rapport aux objectifs du PP afin de pouvoir réorienter éventuellement les interventions. Cette revue à mi-parcours inclura des révisions, si besoin, pour s'assurer des capacités de la coordination nationale, de l'intégration des services fournis par l'ONUDI, de l'alignement global avec l'UNDAF/UNSDCF et des synergies avec les interventions des autres partenaires. La revue à mi-parcours ne fournira pas de détails sur les réalisations de chaque projet individuel du PP. Elle servira d'outil de décision sur l'extension éventuelle du PP en PCP. Le rapport sera soumis à la validation conjointe du GoM, de l'ONUDI et des partenaires. L'organisation et l'ordre du jour de cette revue à mi-parcours seront arrêtés après consultation avec la contrepartie nationale.

**Évaluation finale indépendante.** Elle se tiendra au cours de la dernière année de mise en œuvre et au plus tard 3 mois avant la fin. Cette évaluation validera les résultats du PP, identifiera les gaps restants ou survenant durant la mise en œuvre en matière de développement industriel. Elle guidera

<sup>26</sup> Administrative Instructions AI\_ 2019/01 UNIDO's Country Program

<sup>27</sup> DG Administrative Instructions 2018/IRPF

de même le travail futur de l'ONUDI dans le pays et fournira des informations sur les prochaines étapes. Un rapport final sera produit à l'issue de l'évaluation indépendante. Ce rapport final sera aussi soumis à la revue tripartite et comportera les leçons apprises et les recommandations pour le futur afin de décider si (i) il y a un besoin de refocaliser ou d'étendre des interventions spécifiques et objectifs du PP, (ii) s'étendre à d'autres secteurs industriels ou à d'autres régions géographiques du Pays ou (iii) clôturer le cycle présent et intégrer les structures y rattachées aux entités nationales existantes.

**Suivi périodique et Indicateurs.** Outre les rapports d'évaluation susmentionnés, des rapports de suivi réguliers seront établis et partagés avec toutes les parties prenantes durant l'exécution de ce PP afin de communiquer les résultats et les succès et relever les défis qui restent. Pour ce faire, l'équipe du PP identifiera et utilisera des indicateurs quantitatifs simples, vérifiables et attribuables au PP et qui seront affinés en fonction des appuis techniques fournis. Sans être exhaustifs, ces indicateurs peuvent inclure :

- Augmentation de la contribution l'industrie au PIB (l'État vise 25%% d'ici 2025)
- Nombre d'emplois créés dans les Régions d'intervention (désagrégés par sexe)
- Augmentation de la création d'emplois par l'industrie manufacturière
- Nombre d'entreprises créées/impactées et d'entrepreneurs formés et opérationnels (désagrégés par sexe)
- Nombre d'experts nationaux formés (ventilés par sexe).

Cette liste sera réactualisée avec la mise en place d'un système de S&E par l'ensemble des partenaires impliqués dans la mise en œuvre du PP. Une situation de référence sera établie au début de la mise en œuvre pour servir de Baseline aux indicateurs choisis.

En tenant compte de l'approche Programme pays, chaque composante aura son propre budget d'évaluation, qui sera précisé dans des documents de projet distincts. Aussi, un budget d'évaluation au niveau du programme pays sera inclus dans les fonds destinés à la coordination et au suivi du programme doté en ressources par l'ONUDI, à hauteur de 150.000 Euros.

**Tableau 2 Plan de travail indicatif pour la coordination et le suivi du Programme Pays**

Activités	Parties Responsables	Périodes
Atelier de lancement	CP, UCP, PM/PP, Division Afrique	Dans les 6 premiers mois
Évaluation par rapport aux indicateurs de performance	Les Gestionnaires de Projets (GP) respectifs, CTS, UCP, PM/PP et les consultants recrutés à cet effet	Au début et à mi-parcours
Rapport annuel d'évaluation des performances (PP et projets individuels)	CTS, UCP, PM/PP, les GP respectifs des projets	Annuellement et par rapport aux plans de travail définis par chaque projet
Réunion du Comité de Pilotage	UCR, Coordonnateur PP, et Comité de Pilotage	2 fois par an et chaque fois qu'une décision doit faire l'objet d'une réunion du CP
Réunion du Comité Technique	UCR, Coordonnateur PP	4 fois par an, tous les 3 mois
Évaluation à mi-parcours	CP, UCP, PM/PP, les GP et consultants recrutés à cet effet	À mi-parcours
Évaluation finale du PP	CP, UCR, les GP et consultants externes indépendants recrutés à cet effet	Évaluation 3 mois avant la fin du programme
Visites de terrain	Coordonnateur PP, Équipe PP, Division Afrique, Représentants du CP/CTS et des PTF	Annuellement
Atelier de clôture	Les GP, Division Afrique, Représentants du CNP et l'UCR, PTF et toutes les parties prenantes concernées	À la fin du programme

## V.4. RISQUES ET MESURES D'ATTENUATION

Le présent Programme Pays bénéficie d'un environnement favorable compte tenu de la priorité qu'accorde le Gouvernement à l'industrialisation de Madagascar pour transformer la structure de son économie et accélérer la réduction de la pauvreté. Par ailleurs, au niveau régional, le pays est partie prenante de la Stratégie et Feuille de route pour l'industrialisation de la Région SADC pour promouvoir son secteur industriel et la transformation en vue de renforcer son intégration régionale. De même, des partenaires financiers, notamment la BAD, ont inscrit l'appui à la transformation agricole et à l'industrialisation parmi ses priorités stratégiques pour Madagascar.

Néanmoins, certains risques peuvent affecter l'exécution du PP et son succès en termes d'impacts et d'efficacité. Il s'agit particulièrement de :

**Tableau 3 Risques perçus et mesures d'atténuation proposées**

Nature du risque	Niveau	Recommandations/Atténuation
Délais dans la mobilisation des financements au niveau des bailleurs de fonds pour l'exécution des activités prévues	Haut	Assurer des échanges continus avec les PTF dans toutes les démarches préparatoires et impliquer le GoM/CP à accélérer la conclusion des financements
Délais dans l'approbation et la mobilisation de ressources propres à l'ONUDI et de la mise en place d'un Fonds d'Affectation Spéciale	Haut	Travailler en étroite collaboration avec la Direction Régionale, Division Afrique et les Responsables des Directions concernés au niveau du siège de l'ONUDI pour une coordination efficace des actions
Délais dans la mise en place et le fonctionnement effectif des différentes structures opérationnelles et du mécanisme de coordination et de S&E	Haut	Le CP étant déjà créé par décret, travailler étroitement avec le MICA qui en est le président pour identifier d'ores et déjà les interlocuteurs au sein de ces structures de coordination (CNP, CTS...) et établir conjointement un plan de travail indicatif
Instabilité institutionnelle (changement fréquent des responsables ministériels)	Moyen	Impliquer la Présidence de la République dans la supervision du PP, soit par son intégration au sein du CP soit par une coordination rapprochée du CP avec la structure de coordination des projets présidentiels.
Réforme du SNU pouvant remettre en cause la programmation et la mobilisation des ressources de l'ONUDI	Moyen	Assurer l'implication effective du Bureau de Coordinateur Résident dans la promotion, programmation et mobilisation de ressources du PP Assurer à tout moment la cohérence de la planification avec celle de l'UNDAF et privilégier les programmes conjoints avec les Agences des Nations Unies
Délais liés à l'insuffisance de coordination et d'implication des acteurs et des institutions, notamment au niveau régional	Faible	Adopter une stratégie de communication appropriée Renforcer le rôle de coordination des entités régionales et nationales concernées

## IV.5. CONTEXTE LEGAL

Le présent cadre de programmation pays est gouverné par les accords de base types en matière de coopération entre le Gouvernement de Madagascar et l'ONUDI, conformément à l'acte constitutif de l'ONUDI que Madagascar a signé le 13 Décembre 1979, ratifié le 18 Janvier 1980 et qui est entré en vigueur le 10 Juin 1985. Il est à préciser que la mobilisation de fonds pour la mise en œuvre de ce cadre de coopération reste la responsabilité du Gouvernement. Le budget indiqué est une estimation et il peut être sujet à modification. L'ONUDI soutiendra le Gouvernement dans ses efforts de mobilisation de fonds.



## VI. BUDGET ESTIMATIF, STRATÉGIE DE MOBILISATION DE FONDS ET PARTENAIRES AU DÉVELOPPEMENT

### VI.1. ESTIMATION DU BUDGET

Il est à noter que le budget présenté dans le tableau ci-après est fourni à titre indicatif. Ils seront amenés à être modifiés à l'issue de la phase préparatoire de chacun des projets décrits dans ce PP. Par ailleurs, il inclut des projets faisant partie du pipeline actuel.

Tableau 4 Budget estimatif (Indicative Planning Figures) en USD

Composantes	Budget indicatif	Fonds mobilisé ou en cours de négociation	Fonds à mobiliser	Bailleurs potentiels
	(USD)	(USD)	(USD)	
<b>Projets Prioritaires</b>				
0. Coordination, formulation de projets	160.000		160.000	ONUDI
1. Développement de l'agro-industrie, des chaînes de valeur et de l'entrepreneuriat dans les filières émergentes	14 650 000	5 000 000	9 650 000	FIDA, U.E, PNUD, GoM
2. Développement de l'énergie renouvelable à des fins productives, efficacité énergétique et protection de l'environnement	11 500 000	3 598 000	7 902 000	FEM, Fonds Vert Climat, BAD, PNUD, GIZ, IRENA, SACREEE
3. Développement de zones d'émergence industrielle (ZEI) et appui à l'industrialisation régionale	3 000 000		3 000 000	BAD
4. Développement des capacités institutionnelles, de l'innovation et de la compétitivité	1 650 000		1 650 000	BADEA, GoM, ONUDI
Suivi et évaluation	À Définir		À Définir	ONUDI
<b>SOUS TOTAL</b>	<b>30 960 000</b>	<b>8 598 000</b>	<b>22 362 000</b>	
<b>Projets en pipeline</b>				
Développement de la chaîne de valeur <b>Fruits et Légumes</b> à Vakinankaratra, Analamanga, Itasy, Atsimo Atsinana	1 500 000		1 500 000	FIDA
Développement de petites unités de fabrication de savon pour améliorer les compétences entrepreneuriales et la résilience des femmes dans la Région du Sud	200 000		200 000	OIF, PNUD
Projet régional Économie bleue et développement de la pêche dans la zone sud-ouest de l'Océan Indien	980 000		980 000	BAD
<b>SOUS TOTAL</b>	<b>2 680 000</b>		<b>2 680 000</b>	
<b>GRAND TOTAL</b>	<b>33 640 000</b>	<b>8 598 000</b>	<b>25 042 000</b>	

### VI.2 STRATEGIE DE MOBILISATION DE FONDS

L'ONUDI n'étant pas un organisme de financement mais une Agence d'exécution des Nations-Unies, la mise en œuvre des projets proposés dans le présent PP nécessite la contribution financière de divers bailleurs. Ainsi, le Gouvernement Malagasy et l'ONUDI vont mettre ensemble tous leurs efforts pour la mobilisation des fonds nécessaires à l'exécution des différentes activités envisagées dans ce cadre. À cet effet, la stratégie ci-après sera mise en œuvre :

- L'implication effective et le soutien technico-administratif du Ministère en charge de l'industrie ;

- L'implication effective du Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche, du Ministère de l'Environnement, du Ministère de l'Énergie, du Ministère de l'Économie, des Finances et du Budget et particulièrement du Ministère des Affaires Étrangères ;
- Un Atelier de lancement du Programme pays assorti éventuellement de l'organisation d'une table ronde de bailleurs pour l'industrialisation, sous le leadership du Ministère de l'Industrie,
- La participation à la table ronde de haut niveau des Bailleurs et des Partenaires Techniques et Financiers pour le Grand Sud qui sera organisée conjointement sous le leadership du GoM et du SNU ;
- La communication officielle du document Programme pays de Madagascar, qui est l'aboutissement d'un processus participatif et inclusif avec le secteur privé, les bailleurs et PTFs. Elle prévoit également l'étroite coordination avec l'EDBM pour tout ce qui est promotion ciblée des investissements, notamment dans le domaine de l'agribusiness, de l'énergie et du développement de parcs industriels/ZEI ;
- La discussion avec le Gouvernement pour partager les coûts de mise en œuvre du présent PP à travers des contributions financières, humaines et matérielles et la mise à disposition de fonds pour la réalisation de certains projets à travers les Projets d'investissement Publics (PIP);
- La participation à et la promotion active du PP dans la table ronde des bailleurs de fonds que le Gouvernement envisage d'organiser avec le SNU, en particulier pour le Grand Sud ;
- L'implication aux programmes conjoints de l'Équipe Pays des Nations Unies et l'alignement des initiatives à la stratégie de mobilisation conjointe de ressources du SNU à Madagascar, dans le cadre de l'UNDAF et de l'approche « Unis dans l'Action » et surtout du concept « New Way of Working » alliant Humanitaire et Développement ;
- La promotion continue du PP auprès des Partenaires au développement présents dans le pays et l'alignement des projets planifiés aux priorités respectives de ces partenaires. Lors des missions de formulation, des donateurs tels que la BAD, l'UE, la BM, et le FIDA ont été approchés pour identifier les domaines d'intervention communs et explorer les possibilités de synergie ;
- La mise à profit des accords conclus entre le siège de l'ONUDI et d'autres Bailleurs tel que la signature d'un MOU avec la BAD, le FEM, la BM et le FIDA pour que lesdits accords soient déclinés et concrétisés au niveau pays ;
- Des rencontres ciblées avec le secteur privé. L'implication effective du Secteur Privé fera aussi partie des objectifs de la table ronde des PTF en vue d'assurer son adhésion à la réalisation du PP. À cet égard, les opérateurs privés, groupements professionnels ou groupes d'entreprises (SIM, FIVMPAMA, GEM, GEFP, FCCIM, EFOI...) seront ciblés pour définir des partenariats innovants et rassembler les ressources nécessaires pour mettre en œuvre des activités du PP.

Enfin, il est prévu que dans le cadre de la mise en œuvre du PP, l'ONUDI participe financièrement sous forme de fonds de démarrage du Programme dans le but d'assurer la bonne coordination des activités, d'organiser des événements de mobilisation de fonds (table rondes, conférences, etc...) et de développer d'autres activités annexes appartenant au PP. L'ONUDI financera aussi les coûts relatifs au fonctionnement de l'Unité de Coordination, notamment le salaire du Coordonnateur du PP.

## VII. ANNEXES

### Annexe 1 : ALIGNEMENT DU PROGRAMME PAYS A LA STRATEGIE NATIONALE ET A L'UNDAF

Tableau 5 Alignement du Programme Pays à la stratégie nationale et à l'UNDAF

PP ONUDI 2019 - 2022	PGE 2019	Politique Industrielle de Madagascar	UNDAF 2015 - 2019	ODDs
<p><b>Composante 1 :</b> Développement de l'agro-industrie, des chaînes de valeur et de l'entreprenariat dans les filières émergentes</p>	<p>L'<b>industrialisation</b> à grande échelle comme moteur de développement des 119 districts. L'objectif est de produire localement tous les besoins du pays. Ainsi, des mesures seront prises pour faciliter l'implantation des industriels à Madagascar et des actions seront déployées pour promouvoir la création et/ou la croissance entre autres des industries agroalimentaire, pharmaceutique, et inciter l'arrivée des industriels de la cimenterie et des spécialistes en assemblage de panneaux solaires pour répondre aux besoins de la population.</p> <p>L'<b>emploi décent pour Tous</b> : Les femmes et les jeunes porteurs de projet, créateurs d'emplois bénéficieront de divers types de soutiens et d'accompagnement pour améliorer leurs compétences, développer des activités économiques, créer des emplois et des revenus et contribuer ainsi au développement local.</p> <p>L'<b>autosuffisance alimentaire</b> sera atteinte avec l'extension des surfaces cultivables et la proposition de meilleures pratiques</p>	<p><b>Orientation 5</b> : Promotion de l'industrialisation rurale et régionale</p> <p><b>Orientation 6</b> : Incitation à l'exportation vers les marchés régionaux et internationaux</p>	<p><b>Effet 1</b> : Les populations, vulnérables, dans les zones d'intervention, accèdent aux opportunités de revenus et d'emplois, améliorent leurs capacités de résilience et contribuent à une croissance inclusive et équitable pour un développement durable.</p>	<p>Contribution à l'atteinte des ODD2, ODD8 et ODD9</p>
<p><b>Composante 2 :</b> Développement de l'énergie renouvelable à des fins productives, efficacité énergétique et protection de l'environnement</p>	<p>L'<b>Energie et l'eau pour Tous</b> : un des socles de l'émergence du pays avec l'objectif de doubler la production énergétique sous 5 ans et de réduire le tarif de l'énergie. Sans l'énergie l'on ne peut pas aspirer à une industrialisation.</p> <p>L'<b>industrialisation (cf. Comp. 1)</b></p> <p>La <b>gestion durable et la conservation des ressources naturelles.</b></p>	<p><b>Orientation 3</b> : Amélioration de l'environnement des industries Malagasy</p>	<p><b>Effet 1 (cf. comp.1)</b></p>	<p>Contribution à l'atteinte des ODD 7, ODD8, ODD 9, ODD 11, ODD 13 et ODD 15.</p>
<p><b>Composante 3 :</b> Développement de Zones d'Emergence Industrielle (ZEI) et appui à l'industrialisation régionale</p>	<p>L'<b>industrialisation à grande échelle (cf. comp. 1)</b></p> <p>L'<b>emploi décent pour Tous (cf. comp.1)</b></p> <p>L'<b>autonomie et la responsabilisation des collectivités territoriales décentralisées</b> notamment par le développement d'infrastructures économiques et de projets répondant aux besoins locaux</p>	<p><b>Orientation 3</b> : Amélioration de l'environnement des industries Malagasy</p> <p><b>Orientation 5</b> : Promotion de l'industrialisation rurale et régionale</p> <p><b>Orientation 6</b> : Incitation à l'exportation vers les marchés régionaux et internationaux</p>	<p><b>Effet 1 (cf. comp.1)</b></p>	<p>Contribution à l'atteinte des ODD8, ODD9, ODD11, ODD 12 et ODD17</p>
<p><b>Composante 4 :</b> Développement des capacités institutionnelles, de l'innovation et de la compétitivité</p>	<p>L'<b>emploi décent pour Tous (cf. comp.1)</b></p> <p>L'<b>industrialisation (cf. comp.1)</b></p> <p>L'<b>autonomie et la responsabilisation des collectivités territoriales décentralisées (cf. Comp.3)</b></p>	<p><b>Orientation 2</b> : Renforcement de la gouvernance économique</p> <p><b>Orientation 4</b> Mise à niveau des industries existantes</p> <p><b>Orientation 7</b> : Pilotage proactif de la transformation de notre industrie vers une industrie technologique à plus haute valeur ajoutée</p>	<p><b>Effet 1 (cf. comp.1)</b></p>	<p>Contribution à l'atteinte des ODD8, ODD9, ODD 15 et ODD17</p>

## Annexe 2 : LOGIQUE D'INTERVENTION ET MATRICE DES RESULTATS DU PROGRAMME PAYS ONUDI

Tableau 6 Logique d'intervention et matrice de résultats du Programme Pays

Impacts	Logique d'intervention / Résultats	Indicateur de performance	Sources de vérification	Risques et Hypothèses
La réduction de la pauvreté par la promotion de l'industrialisation est effective à travers la création d'emplois et de richesse pour un développement inclusif et durable soucieux de l'environnement	Appuyer le Gouvernement à accélérer l'atteinte de ses ODD prioritaires en faisant de l'industrie un moteur de croissance économique et de création d'emplois, et ce, de manière inclusive, durable et respectueuse de l'environnement	Augmentation de la contribution l'industrie au PIB (l'État vise 25% d'ici 2025) Nombre d'emplois créés dans les Régions d'intervention (par sexe) Augmentation de la création d'emplois par l'industrie manufacturière Nombre d'entreprises créées/impactées et d'entrepreneurs formés (par sexe)	Rapports du Gouvernement Malagasy, du SNU et des Bailleurs Rapport annuel du MICA Statistiques INSTAT et CNAPS Statistiques de l'EDBM Rapports d'activités du CP	Volonté politique du Gouvernement Instabilité de la vie politique du pays.
Logique d'intervention	Résultats	Indicateur de performance	Sources de vérification	Risques et Hypothèses
<b>Composante 1 : Développement de l'agro-industrie</b> Les secteurs agro-industriels dans les chaînes de valeur ciblées bénéficient de la mise en place et/ou de réhabilitation d'unités de transformation, permettant à des groupes vulnérables (femmes, jeunes, population rurale) d'accéder à des opportunités d'emplois et de revenus et aux acteurs des secteurs de produire des biens agro-transformés compétitifs avec plus de valeur ajoutée. La structuration des chaînes de valeurs contribue significativement à la création de nouvelles entreprises formelles et d'emplois pérennes pour les jeunes et les femmes.	<b>Densification de l'agro-industrie, des chaînes de valeur et de l'entreprenariat dans les filières émergentes</b> Densification du tissu économique local à travers la structuration des chaînes de valeur ciblées Augmentation de la valeur ajoutée et de la productivité dans le secteur agrobusiness et agro-industrie Amélioration de l'accès des entreprises existantes et celles créées aux marchés viables et pérennisés de l'activité commerciale Soutien au développement d'une industrialisation inclusive et durable par la mise en place d'unités de transformation dans les régions Mise en place de clusters contribuant à attirer des investissements, à renforcer le climat des affaires et à promouvoir le PPP	Nombre d'unités agro-industrielles mises en place Nombre d'emplois créés, par sexe et par âge dans les secteurs cibles % d'augmentation des revenus de la population cible, par sexe et par âge Valeur des produits agroindustriels transformés dans les chaînes de valeur ciblées % d'investissements induits (national et étranger) dans le secteur agroindustriel et les chaînes de valeur cibles Nombre d'« Agripreneurs » formés et formalisés	Rapports activités Unité de coordination PP/MICA. Rapports d'activités des Ministères concernés Rapports d'activités des Autorités régionales. Rapports des PTFs et du SNU Statistiques INSTAT et CNAPS (Caisse Nationale de Prévention Sociale)	L'insécurité dans les régions d'intervention La coordination des différentes parties prenantes est établie Les MPME/MPMI disposent de soutiens financiers et techniques suffisants et à temps Le soutien du GoM, des investisseurs privés et des IF est continu et à temps Les infrastructures sont opérationnelles et maintenues
Outputs de quelques projets prioritaires	Résultats	Indicateur de performance	Sources de vérification	Risques et Hypothèses
<b>Amélioration de la durabilité et de l'inclusivité de la chaîne de valeur café dans les Régions Itasy, Atsimo Atsinanana, Vatovavy Fitovinany</b>	L'accès aux marchés pour les produits ciblés est identifié Les structures d'appui technique existantes sont renforcées Les structures d'appui à l'orientation et l'insertion professionnelle sont renforcées	Nombre de personnes et d'entreprises formées (par sexe) Nombre de plateformes ou de coopératives /clusters accompagnés Une chaîne équitale d'industrie du café vert initiée	Statistiques nationales Rapports d'activités Unité de coordination PP/MICA. Rapports d'activités des Ministères concernés	Volonté politique du Gouvernement L'insécurité dans les régions d'intervention

<p><b>Développement de la filière manioc dans les Régions Anosy, Androy et Atsimo Andrefana</b></p>	<p>Des compétences et formation des parties prenantes avec un focus sur les femmes et les jeunes sont développées</p> <p>Des unités de transformation sont développées et des entreprises sont mises à niveau avec une attention particulière accordée au genre</p> <p>Des projets collectifs/individuels structurants des entreprises et porteurs d'initiatives économiques sont développés, en particulier les femmes et les jeunes.</p>	<p>Nombre d'opportunités d'emplois créés, par sexe, en particulier dans les zones rurales (pour les femmes et les jeunes)</p> <p>% d'augmentation de la génération de revenus pour les bénéficiaires (directs et indirects), décliné par sexe</p> <p>Nombre de partenaires impliqués dans le projet</p> <p>Volume d'investissements induits (en \$)</p>	<p>Rapports des PTFs. Enquêtes statistiques</p>	<p>La vision et la politique du GOM pour la filière sont clarifiées.</p> <p>La plateforme de dialogue public privé est établie et renforcée, notamment pour les secteurs concernés.</p>
<p><b>Appui à la valorisation du Cactus (figuier de Barbarie, Opuntia sp.) dans les Régions Ihorombe, Atsimo Andrefana et Androy (Grand Sud)</b></p>	<p>La filière cactus est développée en lien avec le tourisme (produits de spécialité du Grand Sud)</p> <p>Des emplois et des revenus additionnels pour les communautés locales cibles sont ainsi créés.</p> <p>Des stations/unités de traitement post-récolte et de transformation sont mises en place dans les régions cibles</p> <p>Les groupes cibles, notamment femmes et jeunes, sont assistés dans leurs démarches d'insertion professionnelle et de création de MPE</p> <p>Des produits alimentaires à base de cactus/figue de barbarie améliorés sont disponibles</p> <p>Les populations sont informées et sensibilisées sur la consommation des produits améliorés à base de cactus/figue de barbarie</p>	<p>Nombre d'acteurs formés dans le cadre du projet (décliné par sexe)</p> <p>Nombre d'entrepreneurs ruraux appuyés dans le cadre du projet (décliné par sexe)</p> <p>Nombre de stations de traitement post-récolte et d'unités de transformation de Moringa dans les régions cibles</p> <p>Nombre d'opportunités d'emplois créés (par sexe), en particulier dans les zones rurales (pour les femmes et les jeunes)</p> <p>% d'augmentation de la génération de revenus pour les bénéficiaires (directs et indirects), décliné par sexe</p>	<p>Rapports d'activités Unité de coordination PP/MICA. Rapports d'activités des Ministères concernés Rapports des PTFs. Enquêtes statistiques</p>	<p>Volonté politique du GoM</p> <p>L'insécurité dans les régions d'intervention</p> <p>La coordination intersectorielle est établie et renforcée</p> <p>La plateforme de dialogue public privé est établie pour le secteur</p>
<p><b>Développement de la chaîne de valeur Moringa dans les communautés rurales dans les Régions Diana, Analamanga et Atsimo Andrefana</b></p>	<p>De bonnes pratiques/technologies adaptées de traitement post récolte sont diffusées au sein des communautés rurales, et particulièrement des femmes et des jeunes</p> <p>La chaîne de valeur moringa est améliorée par la mise en place d'unités de transformation et de conditionnement dans les régions cibles</p> <p>La filière est mise en lien avec l'industrie touristique (branding pays à partir des produits finis)</p> <p>Des opportunités d'emplois et d'entreprenariat auprès des femmes et des jeunes sont créées</p> <p>La résilience des populations rurales des régions concernées est renforcée.</p>	<p>Nombre d'acteurs formés dans le cadre du projet (décliné par sexe)</p> <p>Nombre d'entrepreneurs ruraux appuyés dans le cadre du projet (décliné par sexe)</p> <p>Nombre de stations de traitement post-récolte et d'unités de transformation de Moringa dans les régions cibles</p> <p>Nombre d'opportunités d'emplois créés (par sexe), en particulier dans les zones rurales (pour les femmes et les jeunes)</p> <p>% d'augmentation de la génération de revenus pour les bénéficiaires (directs et indirects), décliné par sexe</p>	<p>Rapports d'activités Unité de coordination PP/MICA. Rapports d'activités des Ministères concernés Rapports des PTFs. Enquêtes statistiques</p>	<p>Volonté politique du GoM</p> <p>La coordination intersectorielle est établie</p> <p>La vision et la politique du gouvernement pour la filière sont clarifiées.</p> <p>La plateforme de dialogue public privé est établie pour le secteur</p>

Composante 2 : Développement de l'énergie renouvelable à des fins productives, efficacité énergétique et protection de l'environnement.				
Logique d'intervention	Résultats	Indicateur de performance	Sources de vérification	Risques et Hypothèses
<p>La promotion des ER et de l'EE augmente la productivité, rentabilité, durabilité et compétitivité des industries.</p> <p>La capitalisation des projets de l'ONUDI en cours permettra et la mise à l'échelle et la maximisation des impacts des réalisations</p> <p>L'économie circulaire et la promotion de meilleures pratiques internationales permettent aux industries un meilleur respect de l'environnement tout en augmentant leur productivité et compétitivité</p> <p>Le renforcement des capacités des acteurs pour développer et mettre en œuvre des projets en ER</p>	<p>Augmentation de la part de la production d'électricité à partir d'énergie renouvelable dans les régions cibles</p> <p>Diffusion des concepts d'économie circulaire et d'ER notamment dans le design de nouveaux ZEI/ZTA, à travers le GCIP et la diffusion de technologies adaptées aux changements climatiques</p> <p>Des capacités sont développées pour mobiliser des ressources en biomasse et développer des marchés pour des alternatives au bois de chauffage dans les régions cibles</p> <p>Les compétences et les capacités des acteurs publics et privés opérant dans le secteur énergétique sont renforcées et disponibles.</p>	<p>% d'énergie renouvelable dans le mix énergétique (régional et/ou national)</p> <p>Nombre de MPMI/MPME soutenues en termes d'innovation et d'efficacité énergétique</p> <p>% de réduction de l'utilisation de polluants nocifs dans les secteurs ciblés (textile &amp; habillement)</p> <p>Nombre de ménages ayant accès à l'électricité issue d'une production renouvelable et propre dans les régions cibles</p> <p>Nombre de personnes formées dans les différents domaines (par sexe).</p>	<p>Rapports de coordination PP/MICA.</p> <p>Rapports d'activités des Ministères concernés</p> <p>Rapports d'activités des Autorités régionales.</p> <p>Rapports des PTFs</p> <p>Enquêtes statistiques.</p> <p>Rapport UNDAF</p>	<p>Volonté politique du GoM</p> <p>L'insécurité dans les régions d'intervention</p> <p>Les PME/PMI peuvent être sceptiques quant aux avantages techniques et financiers d'investir dans l'ER/EE</p> <p>La plateforme nationale sur l'énergie continue les actions de sensibilisation en faveur de l'ER et le dialogue public-privé est renforcé</p> <p>La coordination des différentes parties prenantes est établie et renforcée</p>
<p><b>Outputs de quelques projets prioritaires</b></p> <p>Mise à l'échelle des projets d'électrification rurale issus d'énergies renouvelables (Hydroélectricité, Solaire, Biomasse) par mini-réseaux à des fins productives (Atsimo Andrefana, Anosy, Androy, Vatovavy Fitovinany, Haute Matsiatra, Moatra Mangoro, Diana)</p> <p>Auto production d'électricité issue d'énergies renouvelables et production / transformation agricole à des fins énergétiques.</p>	<p>L'accès à l'électricité verte à un coût abordable est augmenté à travers une production issue d'énergies renouvelables.</p> <p>Un programme de renforcement de capacités pour le design, la mise en œuvre et la maintenance d'unités solaires est mis en place</p> <p>Un programme de formation professionnelle dans des domaines spécifiques de l'ER/EE est conçu et mis en œuvre avec des institutions académiques.</p> <p>Des centrales pilotes d'autoproduction issue d'énergie renouvelable sont développées</p> <p>La capacité installée cumulée qui est disponible est en augmentation dans les régions concernées.</p> <p>La quantité de CO2 évitées par émission directe sur 20 ans est augmentée.</p>	<p>Nombre de projets de mini-réseaux isolés à partir d'énergie renouvelable et capacité installée cumulée.</p> <p>Nombre de nouvelles connexions dont % de celles à des fins productives.</p> <p>Nombre de personnes ayant accès à une électricité propre et fiable par mini-réseaux.</p> <p>Quantité en tonnes de CO<sup>2</sup> évitée par émission directe sur 20 ans</p> <p>Nombre de centrales pilotes d'autoproduction issue d'énergie renouvelables développées</p> <p>Nombre de kW de capacité installée cumulée disponible.</p> <p>Quantité de CO2 évitée par émission directe sur 20 ans.</p>	<p>Rapport d'activités de l'unité de coordination/MICA</p> <p>Rapports d'activités des ministères concernés (MICA, MEEH et MEDD)</p> <p>Rapport UNDAF et rapport des partenaires techniques et financiers</p> <p>Rapport d'Activité ONUDI</p> <p>Rapports d'activités des ministères concernés (MICA, MEEH et MEDD)</p> <p>Rapport UNDAF et rapport des partenaires techniques et financiers</p>	<p>Volonté politique du GoM</p> <p>L'insécurité dans les régions d'intervention</p> <p>La plateforme de coordination des PTF/MEEH est opérationnelle.</p> <p>Les données (pluviométrie, hydrologie) pour la réalisation des projets sont disponibles</p> <p>Volonté politique du GoM</p> <p>L'insécurité dans les régions d'intervention</p> <p>La coordination entre les parties prenantes et le dialogue public privé sont renforcés.</p>

<p><b>Promotion d'alternatives énergétiques au bois de chauffe à des fins de cuisson</b></p>	<p>Des ressources en biomasse sont mobilisées pour la production de produits alternatifs au bois de chauffe (bioéthanol, charbon vert, gaz etc...)</p> <p>Des capacités sont renforcées pour développer les marchés y afférents</p>	<p>Nombre de centres de production d'énergie propre à des fins de cuissons (charbon vert ou de bioéthanol appuyés)</p> <p>% des ménages d'une ville pilote utilisant une énergie propre à des fins de cuissons</p> <p>Nombre d'entrepreneurs formés ou appuyés pour développer le marché</p>	<p>Rapport d'Activité ONUDI</p> <p>Rapports d'activités des ministères concernés (MICA, MEEH et MEDD)</p> <p>Rapport UNDAF et rapport des partenaires techniques et financiers</p>	<p>Volonté politique du GoM</p> <p>L'insécurité dans les régions d'intervention</p> <p>La coordination entre les parties prenantes et le dialogue public privé sont renforcés.</p>
<p><b>Soutien au développement de l'assemblage à grande échelle de matériels photovoltaïques à Madagascar</b></p>	<p>Les capacités pour l'assemblage, la maintenance de panneaux solaires sont renforcées,</p> <p>Le cadre politique et réglementaire sur le solaire est renforcé et/ou développé</p>	<p>Au moins une unité d'assemblage de panneaux solaires est opérationnelle à Madagascar</p> <p>Un partenariat avec le Centre International du Solaire sur le transfert technologique (ISEC) est développé</p> <p>Les normes, standards et stratégie de recyclage sur le matériel solaire sont développés et disponibles</p>	<p>Rapport d'Activité ONUDI</p> <p>Rapport d'activités de l'unité de coordination</p> <p>Rapports d'activités des ministères concernés (MICA, MEEH et MEDD)</p> <p>Rapport UNDAF</p>	<p>Volonté politique du GoM</p> <p>Les parties prenantes sont identifiées</p> <p>Le cadre légal et les conditions douanières sont ajustés afin de favoriser l'assemblage local.</p>
<p><b>Appui au développement durable de la filière Huiles Essentielles : innovation et déploiement de technologie axée sur l'adaptation climatique</b></p> <p><b>GCIP (Global Cleantech &amp; Innovation Program)</b></p>	<p>Des pratiques climatiquement intelligentes et avec une meilleure valeur ajoutée sont promues/diffusées dans le secteur</p> <p>Des innovations technologiques localisées, axées sur l'adaptation climatique sont identifiées et mises en œuvre</p> <p>L'entreprenariat rural est stimulé générant ainsi des emplois et des revenus additionnels pour les communautés locales cibles.</p>	<p>Une étude relative à la mise à niveau des MPMIs du secteur disponible</p> <p>Nombre d'acteurs formés dans le cadre du projet, décliné par sexe</p> <p>Nombre d'unités de transformation d'HE modernisées dans les régions cibles</p> <p>Nombre d'emplois créés et % d'augmentation des revenus de la population cible, par sexe et par âge</p>	<p>Rapport d'activités des plates-formes, coopératives et des clusters.</p> <p>Rapports d'activités Unité de coordination.</p> <p>Rapports d'activités des Ministères concernés (MAEP, MEEH et MEDD)</p> <p>Enquêtes statistiques.</p>	<p>Volonté politique du GoM</p> <p>L'insécurité dans les régions d'intervention</p> <p>La coordination intersectorielle est établie et renforcée ainsi que le dialogue public privé</p> <p>Le soutien du GoM, des investisseurs privés et des institutions financières est continu</p>
<p><b>Promotion de l'économie circulaire dans le secteur du Textile et Habillement à travers une gestion durable des déchets et des produits chimiques (Régions Analamanga et Vakinankaratra)</b></p>	<p>Les capacités institutionnelles et le cadre réglementaire pour l'adoption et la promotion de l'économie circulaire dans le secteur T&amp;H sont renforcées</p> <p>Le recyclage et la réutilisation des déchets sont augmentés à travers la promotion de procédés de fabrication sans POPs (Programme RECP).</p> <p>Des sites pilotes de démonstration de gestion et de recyclage de déchets sont mis en place</p>	<p>Cadre réglementaire rédigé/mis à jour et disponible</p> <p>% de réduction des déchets et de l'émission POPs</p> <p>Nombre d'entreprises ciblées pour l'introduction du RECP et la diffusion des BAT/BEP</p> <p>Nombre de sites pilotes de démonstration établis et nombre de personnes formées et sensibilisées ventilé par sexe</p>	<p>Rapport d'avancement du projet</p> <p>Rapports d'activités de l'Unité de coordination PP/MICA</p> <p>Rapports des Ministères concernés (MICA, MEDD)</p>	<p>Le niveau d'engagement des parties concernées et l'appropriation sont suffisants</p> <p>La coordination entre les différentes parties prenantes est renforcée</p> <p>La maintenance des infrastructures dans les sites pilotes est assurée.</p>

<b>Composante 3 : Développement de Zones d'Émergence Industrielle (ZEI) et appui à l'industrialisation régionale</b>				
<b>Logique d'intervention</b>	<b>Résultats</b>	<b>Indicateur de performance</b>	<b>Sources de vérification</b>	<b>Risques et Hypothèses</b>
<p>Le développement de Zones spécifiques permet la création d'emplois et de revenus ainsi que la valorisation des ressources locales par leur transformation.</p> <p>Le renforcement des capacités des entités publiques et privées concernées par ces zones permet d'en accélérer la création, l'aménagement et la gestion</p> <p>Le développement de processus standard, notamment dans le design d'investissements, permet de catalyser des partenariats pertinents et ciblés</p>	<p>De l'expertise et des méthodologies standards (manuel sur les éco-parcs industriels) sont fournies au Gouvernement</p> <p>Les plans techniques des parcs et zones identifiées sont développés</p> <p>Au moins une zone de transformation agricole (agropôle) est développée et mise en place</p> <p>Des partenariats et des investissements sont catalysés pour opérationnaliser les ZEI sélectionnées</p> <p>Les groupes vulnérables en milieu rural sont intégrés dans les activités productives autour de ces zones</p>	<p>Nombre de sites identifiés et de plans disponibles</p> <p>Nombre de partenariats privés appuyés à souscrire dans les zones visées</p> <p>Nombre d'emplois créés grâce à l'opérationnalisation de l'agropôle et des ZEI dans les zones rurales</p> <p>Nombre de partenariats ciblés et catalysés visant l'opérationnalisation des ZEI</p> <p>Volume des investissements (IDE, IDN) catalysés dans le cadre du projet.</p>	<p>Rapports d'activités Unité de coordination PP/MICA.</p> <p>Rapports d'activités des Ministères concernés</p> <p>Rapports d'activités de l'EDBM</p> <p>Rapports des PTFs</p> <p>Rapports d'activités des Autorités régionales.</p>	<p>Volonté politique du GoM</p> <p>L'insécurité dans les régions d'intervention</p> <p>La coordination des différentes parties prenantes est établie et renforcée</p> <p>La sécurisation foncière des zones ciblées est effectuée</p> <p>Le cadre légal et institutionnel relatif aux zones spécifiques est clarifié</p>
<b>Outputs de quelques projets prioritaires</b>				
<p><b>Développement d'une zone de transformation agroindustrielle dans une région sélectionnée</b></p>	<p>Site et région prioritaires identifiés</p> <p>Un plan directeur d'occupation de la zone, ainsi que son plan opérationnel à moyen et à long terme sont élaborés</p> <p>Les équipements de transformation, de conditionnement, de logistique, de stockage et de contrôle qualité sont mis en place, incluant les services spécifiques nécessaires</p> <p>Un plan de gestion écologique de la zone, incluant la promotion d'ER/EE et la gestion des déchets est établi</p>	<p>Nombre de PME/PMI agroindustrielles appuyées et installées dans la zone visée</p> <p>Nombre d'emplois créés grâce à l'opérationnalisation de l'agropôle</p> <p>Équipements et services spécifiques nécessaires fournis</p> <p>Nombre de plans développés</p> <p>Volume des investissements (IDE, IDN) catalysés</p>	<p>Rapports d'activités Unité de coordination PP/MICA.</p> <p>Les documents cadres développés</p> <p>Rapports d'activités des Ministères concernés</p> <p>Rapports d'activités de l'EDBM</p> <p>Rapports des PTFs</p> <p>Rapports de formation</p> <p>Rapport d'activités MICA</p>	<p>Volonté politique du GoM</p> <p>L'insécurité dans les régions d'intervention</p> <p>La coordination des différentes parties prenantes est établie</p> <p>La sécurisation foncière des zones ciblées est effectuée</p> <p>Les cadres réglementaires et institutionnels disponibles</p> <p>Appropriation par les acteurs locaux</p>
<p><b>Accompagnement dans le développement de zones d'émergence industrielle dans les régions</b></p>	<p>Des études de faisabilité pour identifier et développer des zones et des parcs éco-industriels (PEI) sont conduites</p> <p>Des actions ciblées de promotion des investissements sont conduites</p>	<p>Nombre d'études conduites pour au moins 5 Régions</p> <p>Au moins 1 table ronde de PTF organisée pour la promotion des zones et des PEI</p>		
<b>Composante 4 : Développement des capacités institutionnelles, de l'innovation et de la compétitivité</b>				
<b>Logique d'intervention</b>	<b>Résultats</b>	<b>Indicateur de performance</b>	<b>Sources de vérification</b>	<b>Risques et Hypothèses</b>
<p>Le renforcement des capacités des institutions permet d'assurer la disponibilité des ressources et des compétences et la pérennisation des actions initiées par ce PP.</p>	<p>Des compétences et des ressources sont disponibles pour mettre en œuvre les actions de développement de l'industrie</p>	<p>Nombre de personnes et d'experts formés dans les domaines concernés (ventilé par sexe)</p>	<p>Rapports d'activités Unité de coordination PP/MICA.</p> <p>Rapports d'activités des Ministères concernés</p>	<p>Volonté politique du GoM</p> <p>Le turnover du personnel dans les Ministères permet la</p>

<p>La redynamisation de l'Innovation, boostera l'industrialisation, l'entreprenariat, et la R&amp;D.</p> <p>La mise en place d'un Observatoire de l'Industrie et de la Compétitivité permettra au MICA d'avoir des outils de décisions nécessaires pour orienter les actions du GoM</p> <p>La collaboration avec EDBM et CARA permettra un meilleur ciblage et une efficacité accrue dans la promotion des investissements dans les domaines prioritaires par le PP.</p>	<p>Un état des lieux sur le paysage de l'innovation à Madagascar est établi incluant un programme d'appui approprié</p> <p>L'IMI est redynamisé et opérationnel pour accueillir des programmes de formation et des activités d'incubation/innovation, alliant R&amp;D</p> <p>Des données statistiques sur les secteurs industrie et commerce sont développées</p> <p>Un programme et une stratégie de promotion ciblée des investissements sont établis</p> <p>CARA et EDBM sont connectés à l'ITPO pour booster l'entreprenariat et les investissements</p>	<p>Mapping de l'innovation à Madagascar, assorti d'un plan d'action en appui à l'innovation</p> <p>L'Observatoire de l'industrie et de la compétitivité est mis en place</p> <p>Nombre d'actions de promotion ciblée des investissements mises en œuvre avec l'EDBM (relatives aux secteurs prioritaires du PP)</p> <p>Volumes d'investissements induits dans le cadre du Programme Pays</p> <p>Nombre d'entrepreneurs accompagnés et impactés par le projet</p>	<p>Rapports d'activités de l'EDBM et de CARA</p> <p>Statistiques Nationales</p>	<p>disponibilité continue des compétences</p> <p>Des interlocuteurs sont désignés au sein des Ministères pour assurer la continuité et la réussite de l'agenda</p> <p>Un mécanisme de coordination intersectorielle est établi et renforcé</p> <p>La plateforme de dialogue public privé est maintenue et renforcée</p>
<b>Outputs de quelques projets prioritaires</b>				
<p><b>Axe Développement institutionnel</b></p>	<p>Le MICA est renforcé et accompagné dans la mise en œuvre de sa politique industrielle.</p> <p>Les institutions sont renforcées telles que CARA, CATI, EDBM (promotion des IDE/IDN dans les industries stratégiques) et l'ANMCC (protection des industries)</p>	<p>Révision de la politique industrielle</p> <p>Nombre d'agents formés (ventilé par sexe)</p> <p>La connexion à ITPO est établie, Nombre d'Agents formés (décliné par sexe)</p>	<p>Rapports d'activités Unité de coordination PP/MICA.</p> <p>Rapports d'activités de l'EDBM et de l'ANMCC</p>	<p>Qualification du personnel désigné et appropriation par les agents concernés</p> <p>Coordination entre les différentes parties prenantes est renforcée</p>
<p><b>Axe Innovation, transfert de technologie et valorisation des recherches</b></p>	<p>Le MICA dispose d'un état des lieux de l'innovation à Madagascar et un programme d'appui approprié est établi</p> <p>L'Institut Malagasy de l'Innovation est redynamisé et des programmes de formation et de valorisation des recherches y sont développés</p> <p>Des partenariats avec les institutions académiques et financières sont établis pour appuyer les projets ainsi incubés</p>	<p>Rapport d'étude sur l'état des lieux de l'innovation dans le pays</p> <p>Équipements et formations fournis à l'IMI pour sa redynamisation</p> <p>Nombre de personnes formées (par sexe)</p> <p>Nombre d'étudiants incubateurs accompagnés</p> <p>Nombre de partenariats établis et nombre de projets accompagnés</p>	<p>Rapports d'activité du MICA et de l'IMI</p> <p>Rapports des diverses formations</p>	<p>Non-participation des entreprises privées dans la collecte des données sur l'innovation</p> <p>Qualification et rotation du personnel désigné et appropriation par les agents concernés</p> <p>Maintenance des équipements à disposition de l'IMI</p>
<p><b>Axe amélioration de la compétitivité : appui au MICA à la mise en place de l'Observatoire de l'Industrie et de la Compétitivité</b></p>	<p>Une étude de faisabilité sur l'Observatoire de l'industrie et de la compétitivité est réalisée (benchmarking, cadre légal et institutionnel)</p> <p>Les données statistiques sur le secteur industriel et sur la compétitivité du pays sont développées et consolidées au niveau de l'Observatoire</p> <p>Des ressources sont formées et des compétences renforcées pour opérationnaliser l'Observatoire</p>	<p>Observatoire mis en place</p> <p>Un système de données et ses outils de collecte, d'analyse et de mise à jour disponibles</p> <p>Nombre de personnes/d'experts formés pour opérationnaliser l'Observatoire, ventilé par sexe</p>	<p>Rapports d'activité du MICA et de l'Observatoire</p> <p>Les données statistiques collectées et analysées</p> <p>Rapports des diverses formations</p>	<p>Non-participation des entreprises privées dans la collecte des données</p> <p>Qualification du personnel désigné et appropriation par les agents concernés</p> <p>Maintenance des infrastructures et des équipements à disposition de l'Observatoire</p>



## Annexe 4 : DETAILS DES PROJETS PRIORITAIRES A METTRE EN ŒUVRE DANS LE CADRE DU PROGRAMME PAYS

### COMPOSANTE 1 : Développement de l'agro-industrie, des chaînes de valeur et de l'entrepreneuriat dans les filières émergentes

#### P.1.1- Amélioration de la compétitivité, de la durabilité et de l'inclusivité de la chaîne de valeur café (Atsimo Atsinanana, V7V, Itasy):

Suite aux consultations et missions officielles d'identification, la filière café constitue une priorité pour laquelle le Gouvernement a demandé l'intervention de l'ONUDI à travers une requête en date du 14 Septembre 2018 et confirmée par celle du 19 Mars 2019.

Le café est une des cultures de rente majeures occupant une grande place dans l'économie de Madagascar. Les régions Vatovavy Fitovinany et Atsimo Atsinanana<sup>28</sup> qui regorgent de potentialités agricoles, fournissent 60% de la production malagasy de café *Robusta* qui était exportée presque en totalité. Quant à la Région Itasy, elle est le premier fournisseur en café *Arabica* et l'Etat envisage de conquérir sa place sur le marché international du café. La filière café a connu des jours meilleurs mais son développement dépendait fortement des cours du café sur le marché international. En effet, depuis 1995, la filière subit la baisse des cours du café sur le marché international. A titre d'exemple, de 2001 à 2002, le prix du café robusta a chuté de plus 180 USD à moins de 30 USD/t<sup>29</sup>. Toutefois, depuis 2012, la tendance a changé et une hausse globale est observée sur le marché international, ce qui est confirmé par les prévisions pour 2019. Cette tendance est soutenue en outre par une croissance de la demande des pays asiatiques et la baisse de production des principaux pays exportateurs comme le Brésil, la Colombie, l'Indonésie et le Vietnam suite au changement climatique.

Concernant les exports de café de Madagascar<sup>30</sup>, principalement vers France, Maroc, Belgique, elles ont chuté de 15 858 000 USD en 2013 à 3 260 000 USD en 2017, tandis que les importations ont augmenté avec une croissance de 372%, passant de 192 000 USD en 2013 à 907 000 USD en 2017. Toutefois, la balance est encore positive et permet d'envisager de bonnes perspectives pour le futur.

Il existe un regain d'intérêt pour la filière au niveau national car le Pays souhaite la relancer. Le café robusta étant une variété résistante au stress hydrique et thermique, effet du changement climatique, c'est une opportunité à prendre pour sa relance et son développement dans les régions du Sud. Avec le Ministère de l'Agriculture, un appui en nouveaux plants et un recyclage des producteurs sont envisagés tandis que le Ministère de l'Industrie et du Commerce souhaite moderniser la filière et en faire un véritable produit de terroir.

Avec l'objectif de promouvoir et moderniser la filière café pour plus de valeur ajoutée, plus de création d'emplois et de revenus supplémentaires aux populations des régions ciblées, l'ONUDI concentrera son appui sur :

- ***L'amélioration de la productivité tout au long de la chaîne de valeur dans des sites pilotes sélectionnés :***
  - L'amélioration des capacités en termes de récolte et post-récolte, de la production jusqu'au transport et logistique, en promouvant les meilleures pratiques agronomiques durables et en appuyant une meilleure productivité, traçabilité, qualité.

<sup>28</sup> PRDR V7V - AtsimoAtsinanana - Anosy et Androy

<sup>29</sup> Programme de développement des filières agricoles inclusives (DEFIS), Rapport de conception finale Appendice 4: Description détaillée du Programme

<sup>30</sup> Trademap

- La mise en relation entre les acteurs et les torréfacteurs internationaux de spécialité pour la relance de l'exportation du café
- Mise en place de parcelles de démonstration pour l'amélioration des capacités locales et le transfert de technologie/savoir-faire, incluant une nurserie, un programme éducationnel et un système de contrôle qualité adapté
- Création de compétences pour l'établissement de stations de séchage et un système de traitements post-récolte et de traçabilité permettant au café Malagasy de répondre aux exigences des marchés mondiaux des cafés de spécialité (Specialty Coffee market)
- Mise en place d'une transformation secondaire et création d'une chaîne équitable d'industrie du café vert pour promouvoir le café local et le remettre aussi bien sur le marché domestique qu'international.
- ***Le renforcement de capacités institutionnelles locales pour une meilleure promotion et branding du café malagasy (reconnaissance nationale et internationale) :***
  - L'appui au secteur du café Malagasy pour l'amélioration des services de développement agricole (assistance technique, équipements et outils...) et pour la définition et la mise en œuvre de cadres réglementaires appropriés.
  - Le développement des capacités des autorités concernées pour le monitoring du programme, l'élaboration de plans de contingence, l'identification des mécanismes financiers adaptés pour le soutien au secteur,
  - L'appui aux institutions concernées à mieux s'exposer aux meilleures pratiques de gestion de la filière café
  - L'appui à la définition d'une stratégie de marketing et commerciale (branding du café Malagasy), incluant la facilitation des procédures d'obtention de certifications.
  - La facilitation des liens commerciaux avec les acheteurs nationaux et internationaux ainsi qu'avec les associations de café de spécialités
  - La création d'outils de branding et établissement de liens avec l'industrie du tourisme et promotion de produits de terroir distinctifs de la région considérée)
  - Contribution à l'établissement de forum ou de plateforme d'échange qui facilitera le dialogue public privé pour la promotion de la chaîne de valeur du café.
- **Sources de financement possibles :** DEFIS/FIDA
- **Régions d'intervention potentielles :** ATSIMO AT SINANANA, V7V, ITASY
- **Budget envisagé et durée d'intervention :** 2.500.000 USD sur 3-4 ans
- **Contrepartie Nationale :** MAEP-MICA-Ministère du Tourisme-Régions et Communes des zones d'intervention
- **Partenaires potentiels :** FAO, TechnoServe, Secteur Privé

### **P.1.2- Développement de la chaîne de valeur manioc dans les Régions Ihorombe, Androy, Atsimo Andrefana et Anosy, (Grand Sud) :**

Le manioc est cultivé dans toutes les régions de Madagascar, notamment dans la partie sud de l'île (Anosy, Vatovavy Fitovinany, Atsimo Atsinana, Atsimo Andrefana...). C'est le deuxième aliment énergétique de base de la population malgache après le riz et il joue un rôle important dans la sécurité alimentaire des ménages défavorisés. Le manioc est essentiellement une culture de subsistance, 60% des productions<sup>31</sup> sont destinées à l'autoconsommation, bien que ce soit une culture de très haute valeur où toutes ses parties sont utilisées. Depuis quelques années, la filière manioc trouve l'intérêt de plusieurs bailleurs pour appuyer son développement.

<sup>31</sup>MAEP

Dans les régions du Sud, la culture du manioc est favorisée par la présence d'une condition agroécologique optimale et de vastes superficies cultivables. Le manioc est cultivé sur une superficie de 350 000 hectares avec une production de 2 366 250 tonnes<sup>32</sup>. Actuellement, les activités de transformation de manioc sont insuffisantes et ne comprennent plus qu'une féculerie à Marovitsika, le PROBO à Mahajanga et de petites unités de broyage artisanal.

Au niveau régional, la Région Anosy, dont le manioc fait partie des dix filières porteuses, envisage d'augmenter sa production en tant que culture vivrière et matières premières pour la transformation. Tandis que pour l'Androy, le manioc est la deuxième filière porteuse après l'arachide. La production de manioc dans ces régions sera par ailleurs intégrée avec les initiatives industrielles en place, notamment le projet BOVIMA qui aura besoin de plusieurs tonnes de produits par an. La Composante va aussi prendre avantage de l'existence des appuis actuels d'autres partenaires comme le FIDA<sup>33</sup>, en particulier sur la production et la structuration paysanne.

- **Au niveau des producteurs et du secteur privé :**
  - L'organisation et la structuration des acteurs concernés par la collecte (développement de clusters et appui à l'entrepreneuriat rural),
  - L'amélioration des capacités de récolte et post-récolte, en promouvant les meilleures pratiques agronomiques durables et une meilleure traçabilité /qualité.
  - Création de compétences pour l'établissement de stations de séchage et un système de traitements post-récolte et de traçabilité a mise en place d'aires de collecte et d'unités de traitement post-récolte au niveau des communautés
  - La construction de hangar de stockage au sein des localités de production
  - L'accompagnement à la mise en place d'une usine de transformation de manioc (incluant packaging).
- **Au niveau du secteur public :**
  - Appui à la définition et à l'élaboration d'une stratégie, de politique nationale et éventuellement d'un Master Plan pour le développement de la filière manioc, incluant l'identification des mécanismes financiers adaptés pour le soutien au secteur,
  - Renforcement des capacités des institutions et des autorités pour la promotion des investissements dans le secteur, incluant la mise en relation avec les bonnes pratiques internationales.
- **Sources de financement possibles :** DEFIS/FIDA
- **Régions d'intervention potentielles :** Ihorombe, Anosy, Androy et Atsimo Andrefana
- **Budget envisagé et durée d'intervention :** 2.500.000 USD sur 3 ans
- **Contrepartie Nationale :** MAEP-MICA- Régions et Communes des zones d'intervention
- **Partenaires potentiels :** PAM, Secteur Privé

### **P.1.3- Développement de la chaîne de valeur Cactus dans les Régions Ihorombe, Anosy, Androy et Atsimo Andrefana (Grand Sud) :**

En matière de nutrition, le Grand Sud est classé en situation d'alerte depuis juin 2018 avec une chute alarmante de la consommation alimentaire atteignant 53% dans les districts de Beloha, Tsihombe et Ampanihy<sup>34</sup>. Les solutions préconisées comprennent jusqu'à maintenant l'utilisation de substituts alimentaires provenant des ressources locales à haute valeur nutritive comme les cactus, le moringa.

---

<sup>32</sup> MAEP

<sup>33</sup> Projet DEFIS

<sup>34</sup> <https://reliefweb.int/report/madagascar/>

Ainsi, la valorisation de ces ressources va contribuer à solutionner les deux problématiques de la création d'emplois et de richesse, et de la sécurité alimentaire pour le développement de ces régions.

L'Opuntia Cactus ou cactus est une plante à croissance rapide qui s'installe facilement par voie végétative et il suffit de disposer d'un éclat de plante / feuille pour la reproduire sur tous type de surfaces. Il est recommandé de l'installer en ligne sur le pourtour des parcelles ou en bandes de culture et en plein pour constituer des parcs à fourrage dont les fruits seront consommés à la fois par le bétail et les hommes. En alimentation humaine et pour solutionner la famine dans le Sud, les populations locales utilisent déjà les fruits du cactus frais ou transformés en concentrés de pulpes, confitures et jus, mais de manière artisanale. Les graines de cactus peuvent aussi être valorisées en huile avec les rendements suivants : on peut obtenir 15 à 25 tonnes de fruits frais par ha, soit encore environ 300 kg de graines donnant 0,3 litres d'huile<sup>35</sup> de cactus par ha. Développer à fond la filière cactus, représente ainsi une opportunité considérable pour renforcer la résilience dans le Grand Sud, grâce à l'amélioration de la nutrition, à la création d'emplois et de revenus pour les populations, en touchant particulièrement les femmes et les jeunes. Il permet aussi l'aménagement de l'espace à travers de meilleures pratiques agricoles.

L'ONUDI va bâtir sur ses expériences dans d'autres pays et se mettre en synergie avec d'autres initiatives naissantes du secteur privé local, ainsi qu'avec d'autres Agences Sœurs au sein du SNU (FAO, WFP) pour maximiser les impacts du projet dans l'esprit « Unis dans l'Action » afin de « ne laisser personne pour compte ». Elle concentrera ainsi ses interventions sur :

- ***L'appui aux producteurs et au secteur privé local pour la valorisation du cactus :***
  - La contribution à l'organisation et la structuration des acteurs pour la collecte du cactus (développement de clusters) ;
  - La promotion de la culture de cactus et de l'optimisation de son exploitation ainsi que de la multiplication des parcelles ;
  - Appui aux entrepreneurs locaux pour la mise en place, au sein des communautés concernées, de petites unités de traitement post-récolte et de fabrication de concentrés de pulpe, de confiture et de fabrication de jus ;
  - La mise en place d'une unité d'extraction d'huile à froid (à partir des graines résidus des unités de fabrication précitées) ;
  - L'appui à la mise aux normes et à la standardisation des produits finis ;
  - L'élaboration de la stratégie marketing et l'organisation de la vente des produits selon le concept de commerce équitable et solidaire.
- ***L'appui au renforcement des capacités institutionnelles à travers :***
  - L'appui au secteur du cactus Malagasy pour la promotion et l'amélioration de la culture ainsi que la définition et la mise en place de cadres réglementaires appropriés.
  - Le développement des capacités des autorités concernées pour le monitoring du programme, l'identification des mécanismes financiers adaptés pour le soutien au secteur,
  - L'appui aux institutions concernées à mieux s'exposer aux meilleures pratiques internationales dans la filière,
  - La facilitation des liens commerciaux avec les acheteurs nationaux et internationaux,
  - L'appui à la stratégie de produits de terroir, à la définition d'une stratégie de marketing et commerciale, incluant la facilitation des procédures d'obtention de certifications, à l'établissement de liens avec l'industrie du tourisme, et à la création d'outils de branding.

---

<sup>35</sup> Fatma-Zohra Chaoucheals – Contribution à l'étude de l'opuntia et perspectives d'amélioration dans le milieu steppique –Maroc - 2008

- **Sources de financement possibles** : U.E/AFAFI Sud
- **Régions d'intervention potentielles** : Anosy, Androy et Atsimo Andrefana (Grand Sud)
- **Budget envisagé et durée d'intervention** : 2.500.000 USD sur 3 ans
- **Contrepartie Nationale** : MAEP-MICA-Ministère du Tourisme - Régions et Communes des zones d'intervention
- **Partenaires potentiels** : PNUD, BIT, FAO, Secteur Privé

#### **P1.4 Projet de développement de la chaîne de valeur Moringa dans les communautés rurales au niveau des Régions Diana, Analamanga et Atsimo Andrefana**

Le Moringa oleifera ou *ananambo* en malgache est originaire d'Asie du Sud mais elle est largement cultivée sous les tropiques et dans les zones arides et semi-arides. Le Moringa<sup>36</sup>, appelé encore arbre de vie ou arbre à multiple usages, est un petit arbre à croissance rapide, résistant à la sécheresse, de grande valeur économique. En effet, même durant la saison sèche et en période de sécheresse, la plante donne des feuilles. C'est une excellente source de légume vert lorsque la nourriture vient à manquer. Il peut être utilisé de multiples façons, notamment en alimentation et en cosmétiques. Il possède d'importantes valeurs nutritives. C'est une source de nutriments, vitamines et minéraux. Dans les pays en développement comme Madagascar, le moringa a le potentiel d'améliorer la nutrition (lutte contre la malnutrition), de renforcer la sécurité alimentaire, de promouvoir le développement rural et le soutien durable des campagnes.

Le Moringa est cultivé dans presque toutes les régions côtières de Madagascar. C'est l'aliment de base des populations défavorisées. Ses feuilles cuites, riches en fer, sont consommées en brède. Les feuilles peuvent aussi être séchées et broyées en une poudre utilisée dans les soupes et les sauces et qui permet de le conserver. Ses fruits et graines immatures sont une bonne source de fibres alimentaires, de potassium, de magnésium et de manganèse tandis que ses graines mûres ont une teneur élevée en vitamine C. Ses racines servent à produire un condiment alimentaire. On peut également extraire de ses graines une huile alimentaire appelée "huile de ben". Enfin, toutes les parties de l'arbre sont exploitées pour leur intérêt en nutrition, cosmétique, thérapeutique et cosmétique. En matière de cosmétique par exemple, la poudre des feuilles possède des propriétés antiseptiques et détergentes utilisables pour le savon tandis que l'huile extraite des graines de moringa sert de matière première pour l'industrie cosmétique (savon, parfum).

Dans les Régions Diana, Analamanga et AtsimoAndrefana, la population cultive le moringa en général pour l'alimentation mais sans ajout de valeur particulière à part quelques initiatives privées. Ainsi, on peut noter que l'entreprise MoringaWaves, en partenariat avec l'Office National de la Nutrition, promeut la production, la distribution et l'utilisation du moringa et de ses dérivés *avec des coopératives de paysans* selon les critères de l'économie solidaire et du commerce équitable, *dans les régions de Toamasina, de Toliara et dans la partie nord de l'île*. C'est une grande opportunité pour le développement de cette filière.

#### **Objectifs**

Le projet a pour objectifs :

- Le développement par l'ajout de valeur à une filière à haut potentiel
- La modernisation de la production et de la transformation
- L'amélioration de la compétitivité de la filière et de son accès aux marchés régionaux
- L'amélioration des revenus et de l'état de nutrition des populations locales

<sup>36</sup><http://www.fao.org/traditional-crops/moringa/fr/>

- La promotion de l'émancipation sociale et économique des femmes rurales
- L'intégration des haies vives et de bandes de culture de moringa dans l'aménagement de l'espace de vie rural et péri-urbain.

### Contenu

Les activités du projet comprennent :

- L'assistance technique pour améliorer la productivité
- Des campagnes d'information sur les utilisations du moringa dans la vie des ménages (filtration d'eau, brèdes et autres préparations culinaires)
- La structuration et le renforcement des capacités des acteurs (association de femmes entrepreneures, les jeunes) sur les bonnes pratiques de collecte de matières premières et de leur traitement post récolte
- La dotation d'équipements pour le traitement post-récolte des feuilles et de graines
- La mise en place de petites unités de transformation et de conditionnement du moringa en poudre
- La mise en place d'une unité d'extraction à froid d'huile (huile de ben)
- Les appuis à la mise aux normes, certification et standardisation
- L'amélioration du design et du branding des produits cibles.
- **Sources de financement possibles** : U.E, PNUD...
- **Régions d'intervention potentielles** : DIANA – ANALAMANGA – ATSIMO ATSIANANANA, ANOSY et ATSIMO ANDREFANA
- **Budget envisagé** : 1 500.000 USD sur 2 ans
- **Contrepartie Nationale** : MICA –MAEP –Ministère du Tourisme, Régions et Communes des zones d'intervention
- **Partenaires potentiels** : FAO, Projet PIC/BM, Offices du tourisme dans les régions d'intervention, Office National de Nutrition, Secteur privé

### P.1.5 Développement de rizeries modernes avec cogénération d'énergie pour une filière rizicole durable dans la Région Atsimo Andrefana

Le riz est le premier aliment de base pour la majorité des Malagasy et demeure la principale culture vivrière du pays. Selon la FAO en 2017, environ 2 millions de ménages tirent leurs revenus de la riziculture, avec une surface exploitée de 1,2 millions d'hectares mais dont 100.000 ha seulement sont rationnellement irrigués pour produire 6 tonnes/ha. La production totale avoisine les 3,4 millions de tonnes et l'année 2017, le pays a importé jusqu'à 250.000 tonnes de riz pour subvenir aux besoins des populations. Pourtant, avec ces 15 bassins rizicoles majeurs, le pays serait capable de, non seulement honorer les besoins nationaux mais aussi devenir le fournisseur principal de ses voisins dans l'Océan Indien et même dans la région de l'Afrique Sub-saharienne.

Dans ses priorités nationales, le Gouvernement a identifié la filière riz comme une priorité des priorités. Une stratégie nationale pour le développement rizicole a été élaborée avec l'objectif d'atteindre la sécurité alimentaire et l'autosuffisance en riz d'ici 2020, contribuer à la croissance économique dans les régions concernées et améliorer les revenus et les conditions de vie des acteurs du secteur.

La Région Atsimo Andrefana est l'une des 3 régions rizicoles majeures de Madagascar. Elle fournit principalement la partie sud-ouest de l'île, totalisant plus de 1,4 million de populations. Le Gouvernement de Madagascar envisage de mettre en place, de manière intégrée, une filière rizicole plus moderne et plus durable en appelant plus d'investissements privés, modernisant le traitement

post-récolte et l'usinage du riz afin de réduire les pertes post-récoltes, ajouter de la valeur au produit, améliorer ainsi sa compétitivité, tout en utilisant les déchets pour permettant l'accès des communautés rurales à de nouvelles sources d'énergie propres, grâce notamment à la promotion de l'économie circulaire.

Ce projet vient en complément des investissements faits par d'autres PTF, notamment la Banque Africaine de Développement, qui a financé des infrastructures hydroagricoles à hauteur de 148.28 millions de US\$ pour accroître la production rizicole de la zone. En effet, malgré l'existence d'initiatives pour accroître la surface de production de 12,000 ha avec une production annuelle estimée à 107,000 tonnes d'ici 2020, les liens entre l'usinage et le marché font défaut dans la chaîne. En complément de ces investissements donc, l'ONUDI apportera sa contribution en améliorant les traitements post-récoltes, en augmentant la valeur ajoutée de cette culture par la modernisation de la décortiquerie et la transformation du son de riz en sources d'énergie.

En promouvant l'innovation, l'entrepreneuriat rural et l'économie circulaire, l'ONUDI concentrera ses appuis à :

- La conduite d'étude de faisabilité pour la mise en place d'unités de traitement de riz intégrant d'une unité de transformation des sons/balles de riz en énergie propre, pour une cogénération d'énergie, dans la Région ciblée
  - La mise à niveau des pratiques et des technologies de transformation du riz pour un système durable,
  - Appui à la fortification et à l'amélioration de la qualité et de la sécurité alimentaire des produits et de leur emballage,
  - Développement de services d'appui à la promotion de la mécanisation de l'agriculture à Atsimo Andrefana
  - L'élaboration et la mise en œuvre de programme de renforcement des capacités des acteurs du secteur sur le développement et la gestion de la filière, la fortification pour une meilleure valeur nutritionnelle, la définition et la conception d'outils et de méthodes de traitement etc...),
  - L'appui aux institutions et aux acteurs à s'exposer aux meilleures pratiques internationales existantes.
- **Sources de financement possibles** : DEFIS/FIDA (négociations entamées)
  - **Régions d'intervention potentielles** : Atsimo Andrefana
  - **Budget envisagé et durée d'intervention** : 3.000.000 USD sur 3 ans
  - **Contrepartie Nationale** : MAEP-MICA- Régions et Communes des zones d'intervention
  - **Partenaires potentiels** : PAM, BAD, Office National de Nutrition, Secteur Privé/Plateforme Riz

#### **P.1.6 Appui à l'amélioration de la compétitivité de la filière apicole dans les régions d'Amoron'i Mania, Haute Matsiatra et Atsimo Atsinanana**

Ce projet se propose de mettre à l'échelle l'initiative régionale du FIDA dans 4 pays de l'Océan Indien (Maurice, Seychelles, Comores et Madagascar) et au Zanzibar, en vue de promouvoir d'autres moyens de subsistance alternatifs pour atteindre une sécurité alimentaire et une création de revenus des populations vulnérables. Il se présente ainsi comme une suite logique des premiers appuis fournis au secteur pour mettre à l'échelle et répliquer les acquis du projet mis en œuvre par ICIPE.

À Madagascar, l'industrie apicole est généralement décrite comme encore sous-développée, caractérisée par une faible production avec des pratiques traditionnelles dans un environnement qui ne permet pas souvent d'assurer la santé des abeilles et a conduit à l'introduction et à la propagation de pestes apicoles et de maladies ayant failli anéantir la totalité des colonies dans plusieurs régions.

Par exemple, à Manjakandriana, en 2012, la parasite du Mite Varroa a infesté ¼ des ruches, ayant conduit à une réduction jusqu'à 90% de la production de miel dans les communautés affectées et une destruction des colonies dans les zones infestées.

D'autres défis comme la déforestation et la dégradation des plantes mellifères induites par les activités humaines et les changements climatiques, associées à l'insuffisance de cadre et de politique favorable continuent d'entraver le développement durable de l'apiculture.

Toutefois, Madagascar dispose encore de ressources forestières permettant de reprendre l'apiculture qui continue d'être une importante activité génératrice de revenus pour un nombre considérable de communautés. En effet, 20% du pays est encore sous couverture forestière et 1 million de personnes sont vivants de l'apiculture<sup>37</sup>. En plus, Madagascar présente un excellent environnement pour la production de miel haut de gamme ainsi que d'autres produits dérivés de ruches pour les marchés de niches à haute valeur (exemple du miel de vanille). Le développement de l'apiculture peut aussi compléter les efforts de préservation de l'environnement, pas seulement pour le rôle important de la pollinisation par les abeilles dans le rajeunissement des forêts mais aussi pour la motivation des communautés locales à protéger et à conserver les forêts de par les bénéfices économiques et l'accroissement des revenus qu'elles peuvent tirer de la vente des produits apicoles et par un meilleur rendement induit par la pollinisation des cultures.

L'ONUDI se propose de développer le présent projet pour contribuer à améliorer la sécurité alimentaire et les revenus de petits producteurs par l'introduction de technologies apicoles et de services de pollinisation améliorés comme source alternative de revenus, d'amélioration de rendement cultural et de conservation de la biodiversité dans les communautés ciblées par le programme DEFIS du FIDA.

#### **Objectifs du projet :**

- Transférer, pour adoption par les petits producteurs, des technologies déjà testées et prouvées pour moderniser l'apiculture et les services de pollinisation pour accroître la production de miel et de produits dérivés, améliorer le rendement cultural et la conservation de la biodiversité face aux changements climatiques
- Développer des modèles de produits innovants et compétitifs sur le marché, répondant aux exigences des marchés identifiés, par la mise en œuvre d'assurance et de contrôle de qualité tout au long de la chaîne et l'appui à l'accès des producteurs à des marchés ciblés
- Renforcer les capacités des institutions partenaires clés dans la définition de stratégie, de politique et de cadre favorables au développement de l'apiculture à Madagascar, incluant la mise en place éventuelle d'infrastructures de qualité nécessaires et la mise en relation avec l'industrie du tourisme (branding pays).

Les interventions de l'ONUDI porteront ainsi sur :

- ***Le transfert de technologies***
  - o Formation des formateurs sur les technologies améliorées et adaptées aux changements climatiques
  - o Mobilisation et formation des petits producteurs sur ces technologies, incluant la fourniture de ruches et accessoires améliorés/adaptés
  - o Identification et formation de charpentiers pour la production de ruches améliorées qui permettent de contrôler la parasite varroa et la préservation sans produits chimiques

---

<sup>37</sup>IFAD Project Grant Completion Report, GRIP ID 2000000282, Alternative Livelihoods for Food and Income Security in Four Indian Ocean Island Nations (Mauritius, Seychelles, Comoros, Madagascar) and in Zanzibar (2015-2017)

- Mise en place de sites de démonstration apicoles auprès des producteurs formés précédemment
- Renforcement des structures et services d'appui au développement de la filière apicole.
- **Développement de produits innovants et compétitifs et appui à l'accès au marché**
  - Mise en place de centres de collecte et de vente de miel, répondant aux exigences du marché
  - Appui à la mise en place de processus d'assurance qualité tout au long de la chaîne, incluant autant que nécessaire l'appui à la certification bio des exploitations et des produits
  - Mise en relation des fermiers aux opérateurs de marché ciblé : ceci inclut l'appui à l'amélioration de la production et de la compétitivité des produits, faciliter le groupage et améliorer la qualité et le packaging
- **Renforcement des capacités des institutions partenaires**
  - Renforcement des capacités des structures d'appui existantes incluant l'étude de faisabilité de la mise en place d'infrastructure de contrôle qualité pour la filière
  - Développement de matériels et d'outils de sensibilisation pour les producteurs
  - Formation des responsables des institutions partenaires publiques et/ou privées dans la définition de la stratégie, politique, cadre favorable au développement de la filière. Ceci peut inclure l'élaboration de feuille de route/plan directeur pour le développement durable de la filière
  - Appui au développement de partenariats commerciaux au niveau régional et international
  - Appui à la définition de mécanisme financier adapté permettant de soutenir durablement le secteur
  - L'appui aux institutions concernées à mieux s'exposer aux meilleures pratiques internationales dans la filière,
  - L'appui à la promotion de la stratégie de « produits de terroir » et à l'établissement de liens avec l'industrie du tourisme, et à la création d'outils de branding.
- **Sources de financement possibles** : DEFIS/FIDA (négociations entamées)
- **Régions d'intervention potentielles** : Atsimo Atsinanana, Amoron'Imania, Haute Matsiatra
- **Budget envisagé et durée d'intervention** : 1.150.000 USD sur 2 ans
- **Contrepartie Nationale** : MAEP-MICA- Régions et Communes des zones d'intervention
- **Partenaires potentiels** : PIC/BM, GIZ, Secteur Privé/Plateforme Apiculture Madagascar

## **COMPOSANTE 2 : Développement de l'énergie renouvelable à des fins productives, efficacité énergétique et protection de l'environnement**

### **P.2.1 Mise à l'échelle des projets d'électrification rurale issus d'énergies renouvelables par mini-réseaux à des fins productives**

**Sources d'énergies renouvelables privilégiées** : Hydroélectricité / Solaire / Biomasse.

L'hybridation de plusieurs sources d'énergies renouvelables est également envisageable. Les trois énergies mentionnées reflètent l'avantage comparatif de Madagascar en termes de potentiel d'énergies renouvelables.

**Sources de financement possibles** : GEF / Fonds Vert Climat / PNUD / PNUE / NAMA Facility, IRENA.

- **Approche** :

- Appuis techniques et subventions pour la réalisation de projets d'électrification rurale par mini-réseaux isolés à des fins productives.
- La sélection des sites et des opérateurs suivra la Stratégie Nationale d'Électrification (SNE) ainsi que les directives d'Appel à Projets lancées par l'ADER (entité rattachée du MEEH en charge de l'électrification rurale).
- L'ONUDI accompagnera la phase d'études des projets et participera aux différentes étapes d'évaluation des dossiers techniques et financiers conjointement avec l'ADER.
- Dans la mesure où un outil financier national soit opérationnel (type Fonds National Energie Durable- FNED ancien FNE<sup>38</sup>), l'ONUDI envisagera la possibilité de passer par cette entité pour le décaissement des fonds de subvention pour la réalisation des projets sur terrain. Par ailleurs un appui technique à l'entité sera envisagé.
- Les projets prévus d'être soutenus devront prévoir au moins 50% de consommation par des activités génératrices de revenus (décortiqueries, soudure, transformation agricole, gargote etc.) pour les 10 premières années de leurs projets.
- **Objectifs :**
  - 3 projets de mini-réseaux isolés à partir d'énergie renouvelable sont opérationnels pour une capacité installée cumulée d'au moins 3 MW.
  - 15 000 nouvelles connexions dont 3 000 à des fins productives.
  - 75 000 personnes ont accès à une électricité propre et fiable par mini-réseaux.
  - 180 000 tonnes de CO<sup>2</sup> évitées par émission directe sur 20 ans.
- **Régions d'intervention potentielles :** Atsimo Andrefana, Anosy, Androy, Vatovavy Fitovinany, Atsimo Atsinana, Haute Matsiatra, Aloatra Mangoro, Diana.
- **Budget envisagé :** 2,400,000 USD
- **Durée envisagée :** 4 ans
- **Contrepartie Nationale :** MEEH (dont ADER, ARELEC), MEDD (dont BN-CCC), MICA, ONE, ARELEC, FNED
- **Partenaires potentiels :** Opérateurs Privés d'Electrification Rurale, Banques locales et agences de micro finance, PTF (UE, AFD, KfW, BAD, GIZ, NAMA Facility), Régions et Communes des zones d'intervention, CNRIT, LNTPB, SACREE, ICSHP, ESPA

### **P.2.2 Accès à l'électricité par l'approche énergie durable pour les projets de développement des Zones d'Investissement Industriel (ZII)**

- **Principale intervention :** Dimensionnement énergétique de ZIIs par l'approche « énergie durable » (Production Energies Renouvelables et Efficacité énergétique)
- **Sources de financement possibles :** BAD, SADC, COI, SACREE, Union Européenne, Banque Mondiale, AFD
- **Approche :**
  - Appuis techniques principalement.
  - La sélection des sites Zones d'Investissement Industriel se fera conjointement avec le MICA
  - L'ONUDI accompagnera la phase d'études des projets ZII technique sur l'approche production, appuiera la rédaction des dossiers d'appels d'offres et conseillera la maîtrise d'ouvrage lors de la phase de réalisation.
  - Recherche de l'optimum technico/économique concernant l'alimentation et la consommation en énergie des ZIIs.
- **Objectifs :**

<sup>38</sup> Fonds National Electricité (FNE)

- Au moins 3 études techniques sur l’approvisionnement en énergie durable pour 3 ZIIs sont disponibles.
- Au moins 100 000 tonnes de CO<sub>2</sub> évitées par émission directe sur 20 ans.
- **Régions d’intervention potentielles** : Atsimo Andrefana, Anosy, Atsimo Atsinana, Diana
- **Budget envisagé** : 500, 000 USD
- **Durée envisagée** : 2 ans
- **Contrepartie Nationale** : MEEH (dont ADER), MEDD (dont BN-CCC), MICA, ONE, ARELEC
- **Partenaires potentiels** : Promoteurs ZIIs, Opérateurs Privés, Banques locales, PTF, Régions et Communes des zones d’intervention, CNRIT, SACREE, ICSHP

### **P.2.3 Auto production d’Électricité issue d’énergies renouvelables et production / transformation agricole à des fins énergétiques.**

- **Principale intervention** : Approche économie circulaire – Source de production d’électricité issue d’énergies renouvelables pour alimenter des activités productives axées en partie sur la production de services énergétiques (bio charbon – biocarburant).
- **Sources de financement possibles** : BAD, SADC, COI, SACREE, Union Européenne, Banque Mondiale, AFD, PNUD.
- **Approche** :
  - Appuis techniques et financier (subventions)
  - La sélection des zones d’intervention se fera conjointement avec le MEEH, MICA et MEEDD.
  - L’ONUDI accompagnera les projets de la phase d’étude à la mise en service des installations.
  - Les sources de production d’électricité seront définies en fonction des spécificités des zones d’intervention. Les sources envisagées sont les suivantes:
    - .1 Biomasse à partir de déchets agricoles (balle de riz, coque de coco, cactus) etc.),
    - .2 Solaire Photovoltaïque,
    - .3 Petit Aménagement Hydroélectrique.
  - La production d’électricité servira en priorité (au moins à hauteur de 70%) à alimenter directement des activités de transformation agricole avec un focus sur la production de produits énergétiques (par exemple : Bio charbon ou briquettes à partir de Bambou, vétiver, ou déchets agricoles, Production éthanol à partir de manioc etc.). Le reste de la production (minimum 30%) pourra être considérée pour l’électrification rurale domestique.
  - Accompagnement technique sur l’efficacité énergétique, communication ainsi que sur les plans d’affaires.
- **Objectifs** :
  1. Au moins 3 centrales pilotes d’autoproduction issue d’énergie renouvelables sont développées pour une capacité installée cumulée d’au moins 400 kW.
  2. Au moins 50 000 tonnes de CO<sub>2</sub> évitées par émission directe sur 20 ans.
- **Régions d’intervention potentielles** : Atsimo Andrefana, Anosy, Androy, Vatovavy Fitovinany, Alaotra Mangoro, Haute Matsiatra.
- **Budget envisagé** : 1,000, 000 USD
- **Durée envisagée** : 4 ans
- **Contrepartie Nationale** : MEEH (dont ADER), MEDD (dont BN-CCC), MICA, ONE, ARELEC
- **Partenaires potentiels** : Opérateur activité productives privés, Banques locales, PTF, Régions et Communes des zones d’intervention, CNRIT, SACREE, ICSHP, CIRAD

#### P.2.4 Promotion d'alternatives énergétiques au bois de chauffe à des fins de cuisson

- **Principale intervention** : Soutien à la production de bioéthanol, charbon vert afin de substituer le bois de chauffe /charbon de bois pour l'énergie de cuisson.
- **Sources de financement possibles** : Union Européenne, PNUD, BAD
- **Approche** :
  - Soutien technique et financier pour la production de charbon vert / bioéthanol (clean cooking)
  - Accompagnement sur le cadre légal et réglementaire ;
  - Accompagnement sur les normes et standards qualité à respecter.
  - Accompagnement technique sur l'efficacité énergétique des foyers de cuisson, la communication ainsi que sur les plans d'affaires.
- **Objectifs** :
  1. Au moins 2 centres de production de bio-éthanol / Charbon Vert à des fins de cuissons sont créés
  2. 50% des ménages d'une ville pilote utilisent une énergie propre à des fins de cuissons ;
- **Régions d'intervention potentielles** : Bongolava, Alaotra Mangoro, Vatovavy Fitovinany
- **Budget envisagé** : 500, 000 USD
- **Durée envisagée** : 2 ans
- **Contrepartie Nationale**: MEEH, MEDD (dont BN-CCC/REDD+), MICA, ONE, ARELEC
- **Partenaires potentiels** : Opérateurs privés, PTF, CNRIT, SACREE, ISEC, ESPA, OIT

#### P.2.5 Soutien au développement de l'assemblage à grande échelle de matériels photovoltaïques à Madagascar

- **Principale intervention** : Accompagnement du secteur énergie afin de développer l'assemblage locale de panneaux solaires photovoltaïques « Vita Malagasy ».
- **Sources de financement possibles** : BAD, SADC, COI, SACREE, Union Européenne, ISEC
- **Approche** :
  - Appuis techniques et mise en réseau pour le choix des partenaires (International Solar Energy Center for Technology Promotion and Transfer) ;
  - Accompagnement sur le cadre légal et réglementaire à privilégier ;
  - Accompagnement sur les normes et standards qualité (lighting global) à respecter ;
  - Accompagnement technique sur l'efficacité énergétique, communication ainsi que sur les plans d'affaires.
- **Objectifs** :

Au moins un centre d'assemblage à grande échelle de panneaux solaires photovoltaïques est opérationnel à Madagascar
- **Régions d'intervention potentielles** : Analamanga, Atsimo Andrefana, Atsinanana, Alaotra Mangoro
- **Budget envisagé** : 1, 000, 000 USD
- **Durée envisagée** : 2 ans
- **Contrepartie Nationale** : MEEH, MEDD (dont BN-CCC), MICA, ONE, ARELEC
- **Partenaires potentiels** : Fournisseurs, PTF, CNRIT, SACREE, ISEC, ESPA, OIT, secteur privé

#### P2.6- Promotion d'alternatives énergétiques et restauration des paysages dégradés par le développement intégré de la chaîne de valeur de bambou

Afin de proposer des options alternatives de développement, une approche intégrée de « village écologique » et de réhabilitation des forêts le long des bassins versants est proposée. Cela implique

deux composantes principales : i) le développement de la chaîne de valeur du bambou en tant que substitut du bois pour la construction et le bois de chauffage, afin de réduire les pressions de l'exploitation forestière liées au bois et charbon de bois sur les forêts restantes. ii) Des plantations de bambou et d'autres plantes symbiotiques sur les terres dégradées permettant de créer des zones tampon qui protègent les parcs naturels, restaurent la régulation hydrologique et fournissent un apport de bois de chauffe.

Le bambou est une ressource polyvalente à partir de laquelle certains investissements peuvent générer une valeur ajoutée accrue. Les activités proposées incluent la commercialisation du charbon de bambou, mais aussi, par exemple, des panneaux lamellés-collés comme substituts du bois. De plus, une multitude d'objets artisanaux et de produits tissés, de paniers et de meubles peuvent être fabriqués à partir de bambou, et répondre ainsi aux besoins de la population locale. Pour adopter l'économie circulaire, tous les déchets résiduels provenant des différentes opérations de traitement seront utilisés comme ressource de biomasse pour la fabrication du charbon de bois. La transformation du bambou devra être tirée par le co-investissement du secteur privé. Ainsi, un centre d'innovation sera établi dans lequel le secteur privé pourra améliorer ses compétences, louer des équipements et investir pour créer une nouvelle chaîne de valeur du bambou. Les interventions de l'ONUDI porteront sur :

- Sensibilisation et gestion des terres au niveau local afin d'éviter les feux de brousse et de permettre la production de charbon de bois renouvelable
  - Appui à la production de charbon de bambou, planches, et artisanat. Le charbon de bois sans déforestation et le bambou remplacent le bois diminuant la pression sur les forêts
  - Programme de reforestation par la plantation de bambou et autres arbres pour améliorer la biodiversité sur les terres restaurées (création de zones tampon de protections des parcs protégés
  - Établissement d'un centre d'innovation et de formation en partenariat avec une/des institutions nationales pour promouvoir le bambou et le charbon sans déforestation
- **Sources de financement possibles** : U.E/AFAFI, Banque Mondiale
  - **Régions d'intervention potentielles** : Alaotra Mangoro, Atsinanana, Atsimo Atsinanana, Vatovavy Fitovinany, Anosy.
  - **Budget envisagé** : 2.500.000 USD sur 3 ans
  - **Contrepartie Nationale** : MEDD, MICA, MAEP, Régions et Communes des zones d'intervention
  - **Partenaires potentiels** : PNUD, Secteur Privé, Institutions Académiques publiques et/ou privées

### **P2.7- Promotion de l'innovation et déploiement de technologie axée sur l'adaptation climatique le long de la chaîne de valeur des huiles essentielles de Madagascar**

Le secteur des Huiles Essentielles (H.E) est l'un des secteurs prioritaires pour lesquels l'intervention de l'ONUDI a été sollicité par le Gouvernement. En effet, l'exportation d'HE de Madagascar est en accroissement soutenu, atteignant 2.200 tonnes en 2016 pour une valeur FOB de US \$ 33.9 millions, faisant de ce secteur le 3<sup>e</sup> produit d'exportation agricole majeur après la vanille et le girofle. Toutefois, face aux CC dont les effets sont exacerbés par la déforestation massive dans les régions concernées, le choix technologique, incluant l'utilisation de bois de chauffe pour la distillation, ne permet pas une exploitation durable. De ce fait, la transition technologique au sein de ce secteur sera cruciale pour améliorer la productivité et surtout trouver des alternatives pour s'adapter à ces changements.

En complément aux initiatives des autres partenaires techniques et financiers qui travaillent déjà dans le développement de cette chaîne de valeur, l'ONUDI envisage des interventions visant l'adaptation aux CC en faveur des communautés rurales et des acteurs du secteur privé, pour promouvoir la

diversification d'emplois et l'augmentation des revenus. Ceci se fera à travers l'introduction et l'opérationnalisation d'innovation technologique axée sur l'adaptation climatique ainsi que le soutien à des start-ups qui adhèrent au programme, adoptent et/ou vendent les technologies. Ultérieurement, le projet renforcera la capacité des opérateurs privés à catalyser des investissements plus larges pour le déploiement de ces technologies « vertes ». Cette démarche fait partie du Programme Global de technologie propre et d'innovation (**Global CleanTech and Innovation Program- GCIP**) que l'ONUDI a développé ensemble avec le Fonds Mondial pour l'Environnement (FEM) et mis en œuvre dans une dizaine de pays à travers le monde.

Dans cette approche, les interventions de l'ONUDI se focaliseront surtout dans la promotion de l'économie circulaire, l'identification de technologie adaptée aux changements climatiques, à travers :

- Renforcement des capacités institutionnelles, des politiques et des cadres réglementaires nationaux
- Le développement/extension d'une chaîne de valeur adoptant des pratiques climatiquement intelligentes et avec une meilleure valeur ajoutée
- Identification et mise en œuvre d'innovations technologiques localisées qui sont axées sur l'adaptation climatique
- Promotion des technologies ainsi identifiées, en partenariat avec le secteur privé. Sélection d'entreprises qui adhéreront au programme, adopteront et dissémineront les technologies
- Mise en relation de ces entreprises avec d'autres institutions/partenaires pour faciliter leur accès au financement et au marché national et régional.

La dissémination de ces technologies contribuera et facilitera la mise en œuvre du PANA.

- **Sources de financement possibles :** FEM 7 (en attente de la lettre d'endossement par le point focal FEM/MEDD)
- **Régions d'intervention potentielles :** DIANA
- **Budget envisagé :** 2.000.000 USD sur 3 ans
- **Contrepartie Nationale :** MEDD, MICA, MAEP, Régions et Communes des zones d'intervention
- **Partenaires potentiels :** PNUD, Secteur Privé, Institutions Académiques publiques et/ou privées

## **P2.8- Promotion de l'économie circulaire dans le secteur du Textile et Habillement à travers une gestion durable des déchets et des produits chimiques**

À Madagascar, le secteur textile, habillement et accessoires (THA) représente l'un des secteurs porteurs majeurs qui disposent de potentiel énorme en matière d'exportation de biens et de services mais aussi, fournissent une part très importante des emplois créés dans le pays. Ce secteur travaille avec plusieurs firmes internationales de renommée qui ont signé « l'initiative pour des rendements scientifiquement ciblés » et qui sont membres du Groupe AFRIM, s'engageant ainsi à réduire l'usage et l'impact des substances nocives dans la chaîne de production de vêtements et de chaussures. Ce projet est ainsi une opportunité pour le THA de Madagascar de mieux répondre aux exigences de ces importateurs de taille à travers une RSE incluant une consommation et une production durable.

Ce projet régional aura pour objectif d'appuyer la mise en place d'un ensemble d'outils permettant une meilleure gestion des déchets solides, des produits chimiques et des eaux usées dans le secteur, à travers la définition et l'élaboration de politique et de cadre légal appropriés, la mise en place d'infrastructures adéquats pour réduire l'incinération à ciel ouvert des déchets et la promotion de l'économie circulaire tout au long de la production.

Le recyclage des déchets dans le secteur aboutira à la création d'industries vertes et contribuera à une utilisation et conservation efficiente des ressources. Il permettra d'ailleurs une création d'emplois

verts en plus d'apporter une solution pour les problèmes de pollution et de dégradation de l'environnement.

Les interventions de l'ONUDI porteront sur :

- Le renforcement des capacités institutionnelles et du cadre réglementaire par l'adoption et la promotion de l'économie circulaire dans le secteur
  - L'augmentation du recyclage et de la réutilisation des déchets du THA à travers la promotion d'un processus de fabrication sans polluants organiques persistants (POPs)
  - L'introduction du programme de production efficiente et moins polluante (Resource Efficient and Cleaner Production-RECP) qui est au cœur de l'approche de l'ONUDI pour une industrialisation durable et qui permet une conservation des ressources et une minimisation des déchets.
  - La diffusion des meilleures technologies disponibles/meilleures pratiques environnementales permettant la prévention et la réduction des POPs dans le THA.
  - La mise en place de sites pilotes de démonstration de gestion et de recyclage de déchets pour introduire le concept de l'économie circulaire dans la réduction des POPs non intentionnels et l'émission de Gaz à effet de serre ainsi que l'atténuation de la dégradation du sol
  - La sensibilisation et éducation de masse, dissémination et développement de programme de formation et de renforcement des capacités des acteurs du secteur (publics et privés).
- **Sources de financement possibles :** FEM 7
  - **Régions d'intervention potentielles :** Analamanga et Vakinankaratra
  - **Budget envisagé :** 1.598.700 USD sur 3 ans
  - **Contrepartie Nationale :** MEDD, MICA, MAEP, Régions et Communes des zones d'intervention
  - **Partenaires potentiels :** PNUD, Secteur Privé, Institutions Académiques publiques et/ou privées

### **COMPOSANTE 3 : Développement de Zones d'Émergence Industrielle (ZEI) et appui à l'industrialisation régionale**

#### **P3.1- Appui à la conception, développement et opérationnalisation de zones de transformation agricole ou Agropole dans la Région Atsimo Andrefana**

Afin de compléter et maximiser les impacts des investissements que le Gouvernement a réalisés avec ses PTF dans l'amélioration des productions agricoles, l'ONUDI vient en appui à la création de zones de transformation agricole spécifique (ZTA), notamment dans la Région Atsimo Andrefana.

La mise en place d'agropole compétitif et intégré par la fourniture d'un « package » d'équipements, de services et de renforcement de capacités bénéficierait énormément aux PME, et représenterait un moyen considérable de stimuler la croissance industrielle du pays. Par ailleurs, elle permettra de compléter les initiatives de promotion de l'entrepreneuriat national comme le **FIHARIANA**. En effet, ces pôles profiteraient aux entrepreneurs locaux et favoriseraient la création d'emploi et d'activités génératrices de revenus pour les populations des régions concernées.

Pour cela, l'ONUDI :

- Proposera un plan directeur d'occupation de la Zone et le plan opérationnel à moyen et à long terme,
- Proposera des plans d'action pour le développement des chaînes de valeur identifiées,

- Déterminera les actions requises pour promouvoir/améliorer les capacités et la qualité des infrastructures et des produits afin de favoriser l'intégration/connexion des productions de ces zones aux marchés locaux, de la sous-région et au-delà,
  - Mettra en place les équipements pour la transformation, le conditionnement, la logistique, le stockage et le contrôle qualité des produits spécifiques et des services nécessaires dans ces zones,
  - Contribuera au dimensionnement énergétique durable en promouvant l'ER et l'EE,
  - Proposera un plan de gestion écologique de la zone, incluant la gestion des déchets, des produits chimiques éventuels et des eaux usées,
  - Mettra en œuvre une promotion des investissements au sein des dites zones,
  - Proposera une plateforme/cadre de concertation entre les acteurs clés de l'Agropole,
  - Fera des propositions pour développer/renforcer les PPPs.
- **Sources de financement possibles :** BAD
  - **Régions d'intervention potentielles :** Atsimo Andrefana
  - **Budget envisagé :** 3.000.000 USD sur 3 ans
  - **Contrepartie Nationale :** MICA, MAEP, Région et Communes d'intervention
  - **Partenaires potentiels :** FAO, PIC/BM, Secteur Privé, Institutions Académiques publiques et/ou privées

## **COMPOSANTE 4 : Développement des capacités institutionnelles, de l'innovation et de la compétitivité**

### **P4.1- Appui au développement institutionnel**

Le renforcement des capacités des agents des Ministères concernés par le PP, particulièrement le MICA et ses organismes rattachés, permet d'assurer la disponibilité des ressources et des compétences pour leader le développement industriel du pays ainsi que la pérennisation des actions initiées dans le cadre du présent PP. L'appui à la révision de la politique industrielle de Madagascar a pour objectif d'actualiser les besoins et de mettre en œuvre les actions et priorités en matière de développement industriel. Tandis que le renforcement de l'ANMCC qui est un organisme rattaché au MICA permet de définir et de mettre en œuvre des mesures visant la protection des industries locales. Enfin, la collaboration avec l'EDBM, à travers l'ITPO/ONUUDI, permettra un meilleur ciblage et une efficacité accrue dans la promotion des investissements dans les domaines priorités par le PP.

- Conduire une étude pour la revue de l'actuelle politique industrielle de Madagascar
- Conduire un diagnostic des besoins du MICA en termes de renforcement de capacités, aboutissant à l'élaboration d'un programme à mettre en œuvre
- Renforcer les capacités des Ministères, notamment du MICA à établir des partenariats pour la mise en œuvre de son agenda de développement industriel
- Développer des outils visant l'amélioration de la performance du MICA incluant des tableaux de bord et des outils de collecte et de gestion de bases de données industrielles et commerciales
- Fournir des appuis en formation et équipements pour permettre à l'ANMCC d'accomplir sa mission.
- Établir un partenariat avec l'EDBM et définir ensemble une stratégie de promotion ciblée des investissements. Ceci inclura la mise en relation de l'EDBM à l'ITPO/ONUUDI (Bureau de promotion de l'Investissement et de la Technologie de l'ONUUDI)
- Renforcer les capacités de l'EDBM à promouvoir et mobiliser des investissements, par la fourniture d'outils de travail testés et éprouvés par l'ITPO

- Développer et mettre en œuvre un programme de promotion ciblée des investissements.
- **Sources de financement possibles** : BADEA et/ou Coopération Sud-Sud
- **Régions d'intervention potentielles** : CENTRAL
- **Budget envisagé** : 600.000 USD sur 2 ans
- **Contrepartie Nationale** : MICA, MEFB
- **Partenaires potentiels** : INSTAT

#### **P4.2- Projet d'Appui au Ministère de l'Industrie pour promouvoir l'innovation et moderniser ses infrastructures d'innovation**

Les diagnostics effectués sur le secteur industriel Malagasy ont toujours montré le manque de compétitivité, notamment la difficulté des entreprises industrielles à affronter la concurrence sur le marché domestique et international. La faible compétitivité du secteur industriel Malgache découle en partie de l'insuffisance de culture d'innovation et d'entrepreneuriat des Chefs d'Entreprise, et d'un faible niveau de qualification de la main d'œuvre, dans presque toutes les branches, ayant pour cause l'inadéquation entre le système d'éducation et de formation et les besoins du secteur industrie dans un environnement évolutif.

Depuis quelques années, le GoM, à travers l'OMAPI et la création du Centre d'Appui à la Technologie de l'Innovation (CATI), a mis en place les institutions nécessaires pour inciter les PME (qui représentent 90% des entreprises) à adopter le concept de créativité et d'innovation. Par ailleurs, en matière d'infrastructures d'innovation, le MICA assure la tutelle technique de l'Institut Malgache de l'Innovation (IMI) qui est un de ses Organismes Rattachés. Créé en 1979, l'IMI<sup>39</sup> a initialement pour mission la création de modèles originaux de technologie de développement, à faible capital investi et à forte valeur ajoutée par la recherche de technologies basées sur les ressources renouvelables disponibles. Mais le MICA manque cruellement de ressources adéquates et nécessaires. En effet, il y a insuffisance flagrante de ressources humaines possédant les qualifications requises qui sont spécifiques au développement de l'industrie et de l'innovation et les liens entre recherches et développement n'existent quasiment pas. De plus, bien que faisant rentrer 25% des recettes fiscales<sup>40</sup>, le budget du Ministère pour 2019 ne représente que 0,01 du budget général de l'État.

Enfin, pour développer l'entrepreneuriat Malagasy et contribuer effectivement à l'industrialisation du pays, un programme de valorisation des recherches ainsi que des structures d'incubation doivent être mis en place(i) offrant des appuis aux jeunes futurs entrepreneurs pour la détection, la sensibilisation, l'orientation et la sélection de leurs projets lors de la phase de préincubation, suivi par l'accompagnement, la formation et le coaching durant l'incubation proprement dite; et (ii)offrant des appuis pendant la phase post-incubation comprenant l'hébergement, le suivi, l'expertise et la mise à niveau des entreprises incubées.

Le projet a pour objectifs la mise à disposition de ressources et compétences pour coordonner, gérer et promouvoir l'innovation en tant qu'élément essentiel du développement industriel inclusif et durable, le développement de l'esprit de l'entrepreneuriat et de l'innovation auprès des jeunes par la valorisation des R&D ainsi que le développement des compétences des jeunes pour répondre aux besoins de l'industrie

Les activités du projet consistent à fournir des appuis techniques et matériels au Ministère en charge de l'industrie pour :

<sup>39</sup>Décret n°79-014 du 13 août 1979

<sup>40</sup>Source : SIM

- Élaborer l'état des lieux de l'innovation à Madagascar (enquête au niveau des entreprises et des institutions concernées) et identifier les besoins d'appui qui en découlent ;
  - Conduire une étude diagnostique sur la redynamisation et la modernisation de l'actuel organisme national en charge de l'innovation qui est l'IMI ;
  - Développer un programme de formation et de renforcement des capacités des agents du Ministère concerné pour la gestion des innovations au sein de l'IMI ;
  - Appuyer l'élaboration et la mise en œuvre de programme de valorisation des recherches au sein de l'IMI pour promouvoir R&D, incubation, innovation et entrepreneuriat (lien possible avec FIHARIANA)
  - Catalyser des partenariats pour appuyer cette redynamisation, incluant des partenariats stratégiques avec les instituts et les universités locaux et internationaux pour mettre en œuvre un programme de formation (Master en agro-industrie) et accompagner le développement de projets innovants par les étudiants ;
  - Concevoir un mécanisme de financement pour les start-uppers et les projets ainsi incubés : partenariats avec les banques primaires existantes et les autres institutions financières, appui à la création d'autres instruments de financements plus appropriés.
- **Sources de financement possibles :** AFD et/ou Coopération Sud-Sud
  - **Régions d'intervention potentielles :** CENTRAL
  - **Budget envisagé :** 650.000 USD sur 3 ans
  - **Contrepartie Nationale :** MICA- MAEP- MESUPRES
  - **Partenaires potentiels :** CATI, OMAPI, OIF, Institutions universitaires publiques et/ou privées, banques et institutions financières.

#### **P4.3- Appui à la mise en place de l'Observatoire de l'industrie et de la compétitivité**

La mise en place d'un Observatoire de l'Industrie et de la Compétitivité permettra au Ministère de disposer de statistiques et d'informations à jour sur le secteur, d'opérer un monitoring, d'avoir des outils de décisions indispensables pour orienter les actions du Gouvernement.

- Appuyer le MICA dans le processus de mise en place de l'Observatoire (benchmarking et définition du cadre légal et institutionnel)
  - Mettre en place un système de collecte et de gestion de données statistiques sur le secteur industriel et sur la compétitivité du pays (pouvant aussi intégrer le commerce)
  - Former et renforcer les capacités des agents et des experts du MICA pour opérationnaliser l'Observatoire, incluant éventuellement la fourniture d'équipements nécessaires.
- **Sources de financement possibles :** BADEA et/ou Coopération Sud-Sud
  - **Régions d'intervention potentielles :** CENTRAL
  - **Budget envisagé :** 400.000 USD sur 2ans
  - **Contrepartie Nationale :** MICA, EDBM
  - **Partenaires potentiels :** PNUD

## Annexe 5 LISTE DES BAILLEURS POTENTIELS IDENTIFIÉS

Tableau 7 Liste des Bailleurs potentiels identifiés

Sources potentielles	Domaines d'intervention/Priorités
<b>Source de fonds bilatéraux</b>	
<b>Allemagne</b> <sup>41,42,43</sup>	<p>À travers la GIZ et la Fondation Friedrich Ebert, l'Allemagne accompagne Madagascar dans les domaines prioritaires suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- L'électrification rurale par le biais des énergies renouvelables et la coopération technologique dans le secteur de l'énergie</li> <li>- Gouvernance : développement communal inclusif et programme de décentralisation</li> <li>- Programme de formation pour les jeunes et renforcement de capacités en appui à la démocratie</li> <li>- Agriculture : adaptation des chaînes de valeur agricoles au changement climatique, soutien au développement du secteur privé et programme anti-érosion</li> <li>- Programme de gestion environnementale, conservation et utilisation durable des ressources naturelles</li> </ul> <p>A noter que l'ONUDI et la GIZ ont étroitement collaboré dans l'élaboration de proposition d'adaptation nationale qui a été soumise à la NAMA Facility en 2018. Par ailleurs, l'ONUDI a pu mobiliser un co-financement de 14.3 millions d'Euros pour la mise en œuvre du projet « Promotion de l'hydroélectricité » /GEF5, grâce à la contribution de la KfW.</p>
<b>Chine</b> <sup>44</sup>	<p>La Chine a intégré Madagascar dans son Programme de Développement Économique et notamment dans le cadre de l'Initiative Routes et Ceintures pour les pays africains et la nouvelle route de la soie du 21<sup>ème</sup> siècle (énergie, aviation, transport, ports et aéroports). A Madagascar, les priorités incluent :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Agriculture, pêche, les activités manufacturières, les échanges entre les peuples, la sécurité, la justice et l'état de droit</li> <li>- Appuis aux initiatives pour le développement intégré du Grand Sud de Madagascar</li> </ul> <p>La Chine collabore avec le Ministère de l'Industrie pour soutenir l'élaboration et la mise en œuvre d'actions visant à atteindre les objectifs de la LDI dans le cadre de ses 10 programmes (60 milliards USD) de soutien à l'industrialisation en Afrique.</p>
<b>Corée du Sud</b>	<p>A travers la KOICA, la Corée du Sud appuie Madagascar dans les domaines prioritaires ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Eau et Assainissement</li> <li>- Santé et éducation</li> <li>- Gouvernance et Protection des jeunes et de l'Enfant (lutte contre la violence)</li> <li>- Agriculture, Élevage et Pêche</li> </ul>
<b>Etats Unis/ USAID</b> <sup>45</sup>	<p>L'USAID travaille à Madagascar depuis 33 ans et apporte de l'aide au développement dans les domaines de:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- La santé publique</li> <li>- L'agriculture et la sécurité alimentaire,</li> <li>- L'aide en cas de catastrophe</li> <li>- L'eau, l'environnement et les changements climatiques</li> </ul> <p>En 2016, le financement octroyé par les Etats-Unis était de 91 millions de dollars, en en faisant un des plus grands donateurs bilatéraux de Madagascar.</p>
<b>France/Agence Française de Développement (AFD)</b>	<p>À travers son agence de coopération, la France concentre ses appuis à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- L'accès aux services de base (éducation et formation professionnelle, valorisation du potentiel de la jeunesse et renforcement du capital humain, eau et santé)</li> <li>- Les activités productives, agriculture durable et protection de l'environnement (pêche, tourisme, promotion de l'agro-industrie, alternatives à l'exploitation du milieu naturel notamment les forêts)</li> <li>- Développement urbain</li> <li>- Secteur financier et privé (notamment sur la micro finance, l'accès aux financements pour les entreprises et les exportations malagasy).</li> </ul>

<sup>41</sup>[http://www.fes.de/intro\\_en.html](http://www.fes.de/intro_en.html)

<sup>42</sup><https://www.giz.de/en/worldwide/322.html>

<sup>43</sup>[https://www.kfw-entwicklungsbank.de/PDF/Entwicklungsfinanzierung/L%C3%A4nder-Factsheets/2017\\_Factsheet\\_Madagaskar\\_PLAE\\_MAD\\_EN.pdf](https://www.kfw-entwicklungsbank.de/PDF/Entwicklungsfinanzierung/L%C3%A4nder-Factsheets/2017_Factsheet_Madagaskar_PLAE_MAD_EN.pdf)

<sup>44</sup><http://mg.china-embassy.org/ra/zxxx/>

<sup>45</sup><https://www.usaid.gov/fr/madagascar/our-work>

<b>Japon<sup>46</sup></b>	<p>Le Japon, à travers la JICA appuie Madagascar dans les domaines prioritaires ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Développement des infrastructures (ports) et du secteur privé</li> <li>- Développement rural et Nutrition : Agriculture (riz &amp; gestion de bassins versants, aquaculture) et appui à l'éducation environnementale, sécurité alimentaire et protection intégrée)</li> <li>- Santé (communautaire/des jeunes/scolaire) : santé maternelle et infantile, amélioration de la qualité et de l'accès aux services de soins sanitaires</li> <li>- Éducation : renforcement des capacités des enseignants et infrastructures scolaires</li> <li>- Eau et assainissement, amélioration de la gestion des systèmes d'alimentation et accès en eau potable surtout milieu rural, notamment dans les régions semi-arides du Sud</li> </ul>
<b>Source de fonds multilatéraux</b>	
<b>Banque Africaine de Développement (BAD)<sup>47</sup></b>	<p>Pour atteindre ses 5 Grandes priorités (High 5s) à Madagascar, la BAD propose 2 piliers majeurs dans ses interventions, dont le développement d'infrastructures (énergie et transport) et la transformation de l'agriculture par le développement de l'industrialisation. Les interventions prioritaires incluent :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Développement d'infrastructures routières (RN9, RN12A...)</li> <li>- Appui à l'agriculture, à la transformation agricole et au développement de l'agro-industrie</li> <li>- Réformes du secteur énergie</li> <li>- Assistance alimentaire d'urgence et de nutrition dans le Grand Sud de Madagascar</li> <li>- Promotion de l'entrepreneuriat des jeunes et des femmes dans l'agriculture et l'agroindustriel</li> <li>- Appui à la compétitivité économique et à la promotion des investissements</li> <li>- Changement climatique, eau et assainissement.</li> </ul>
<b>Banque arabe pour le développement économique en Afrique (BADEA)<sup>48</sup></b>	<p>À son actif, la BADEA a financé 32 projets à Madagascar. Environ 125 millions USD ont été investis dont 3 millions USD en assistance technique et 122 millions USD en financement de projets.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les routes : réhabilitation de la RN 43 et la RN 5</li> <li>- L'énergie</li> <li>- L'éducation et l'industrie</li> </ul> <p>En outre, la BADEA envisage aussi d'intervenir dans la finance inclusive et dans un projet de décorticage de riz. Elle octroie des financements d'exportation (produits raffinés, engrais, machines agricoles...) en provenance de pays arabes et Madagascar pourra en bénéficier.</p>
<b>Fonds International pour le Développement Agricole FIDA/IFAD<sup>49</sup></b>	<p>Le Programme pays du FIDA à Madagascar appuie le GoM dans la mise en valeur du potentiel des zones vulnérables et leur rattachement aux pôles de croissance régionaux et nationaux, tout en plaçant les priorités des pauvres ruraux. Les priorités incluent :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Développement agricole inclusif de l'agriculture, développement de chaînes de valeur</li> <li>- Développement de microentreprises rurales et Formation professionnelle</li> </ul> <p>Particulièrement, dans le cadre du <b>programme "DEFIs" (Programme de développement de filières agricoles inclusives)</b>, avec le Ministère de l'Agriculture, <b>d'une valeur de 250 millions USD pour 10 ans, le FIDA</b> intervient dans les priorités ci-après, avec comme objectif global d'améliorer durablement les revenus et la sécurité alimentaire et nutritionnelle des ruraux vulnérables dans les zones d'intervention:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Amélioration de la productivité et de la résilience des systèmes de production agricole et d'élevage</li> <li>- Développement des filières inclusives (riz, maïs, manioc, café, grains secs, oignon, miel et petits ruminants)</li> <li>- Appui et renforcement de capacités institutionnelles.</li> </ul>
<b>Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM-6)<sup>50</sup> FEM 7 en cours</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Amélioration des services écosystémiques pour la région d'Atsinanana par l'agroécologie et la promotion d'une production d'énergie durable - 2018</li> <li>- SWIOFish2- Deuxième projet sur la gouvernance des pêches et la croissance partagée dans le Sud-Ouest de l'Océan Indien</li> <li>- Conservation et utilisation durable de la biodiversité dans le paysage du Nord-Ouest</li> </ul> <p>Dans le cadre du FEM7, l'allocation pour Madagascar s'élève à 38.45 millions US\$ répartis dans initiatives sur les changements climatiques (1.5 million \$), la biodiversité (33.8 millions\$) et la dégradation du sol (3.2 millions\$).</p>

<sup>46</sup>[https://libportal.iica.go.jp/library/Data/PlanInOperation-e/Africa/618\\_Madagascar-e.pdf](https://libportal.iica.go.jp/library/Data/PlanInOperation-e/Africa/618_Madagascar-e.pdf)

<sup>47</sup><https://www.afdb.org/fr/projects-and-operations/project-portfolio/madagascar/>

<sup>48</sup><http://www.tresorpublic.mg/?p=32338>

<sup>49</sup><https://www.ifad.org/documents/10180/6db56a87-63b8-49df-879a-bacb5ff55bb6>

<sup>50</sup>[https://www.thegef.org/projects?ff\[\]=field\\_country:98](https://www.thegef.org/projects?ff[]=field_country:98)

<b>Groupe de la Banque Mondiale</b> <sup>51</sup>	<p>À travers sa “<b>Country Assistance Strategy 2017-2021</b>”, la BM focalise ses interventions sur 2 axes, notamment “l’amélioration de la résilience et réduction de la fragilité” pour les ménages en milieu rural et urbain et “la promotion de la croissance inclusive” pour faciliter et soutenir le développement d’opportunités économiques par le secteur privé.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Infrastructures et TIC</li> <li>- Agriculture, agribusiness, foncier et développement rural (Projet CASEF)</li> <li>- Protection sociale, nutrition et sécurité alimentaire</li> <li>- Gouvernance, décentralisation, développement communal et renforcement des capacités institutionnelles</li> <li>- Commerce et compétitivité : amélioration du climat des investissements, de l’accès aux finances et développement du secteur privé (Projet PIC2)</li> <li>- Energie, eau, environnement et pêche</li> </ul>
<b>Organisation Internationale de la Francophonie (OIF)</b> <sup>52</sup>	<p>À travers un Plan d’action intégré qui est décliné en quatre axes prioritaires et mis en œuvre dès janvier 2015, les priorités de l’OIF :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Agir pour une démocratie renforcée et une culture de paix durable</li> <li>- Contribuer à la refondation de l’éducation et favoriser l’employabilité des jeunes</li> <li>- Appuyer la diversité et le développement culturels</li> <li>- Soutenir la transition vers le nouvel Agenda du développement pour l’après-2015 et les Objectifs du développement durable</li> </ul> <p>Les domaines ci-après intéressent particulièrement le PP : l’appui à l’éducation, la formation, l’enseignement supérieur et la recherche à travers la politique nationale de formation professionnelle et technique, le développement de la coopération au service du développement durable, de l’économie et de la solidarité par un soutien aux entreprises et à l’intégration économique régionale.</p> <p>Les projets d’appui à l’entrepreneuriat auprès des femmes et des jeunes constituent une piste importante de partenariat qui est explorée par les 2 parties.</p>

<sup>51</sup><http://www.banquemonddiale.org/fr/country/madagascar/projects/all>

<sup>52</sup>[https://www.francophonie.org/IMG/pdf/2\\_madagascar.pdf](https://www.francophonie.org/IMG/pdf/2_madagascar.pdf)